



# LES DIASPORAS TURQUE ET AZERBAÏDJANAISE DE FRANCE : INSTRUMENTS AU SERVICE DU PANTURQUISME

**Tigrane YÉGAVIAN**

Rapport de recherche #27

Janvier 2021



# PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

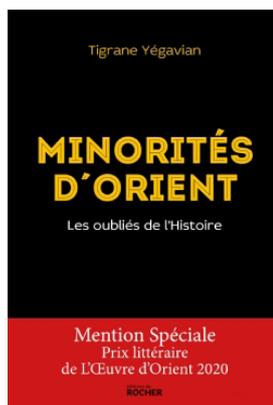
Chercheur au CF2R, spécialiste du Moyen-Orient, du Caucase et du monde lusophone, **Tigrane Yégavian** est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut des langues et civilisations orientales (INALCO), titulaire d'un Master de recherche en politique comparée spécialité monde musulman et doctorant en histoire contemporaine.

Arabisant, il a longuement séjourné en Syrie, au Liban et en Turquie. Son parcours l'a conduit à se spécialiser sur les chrétiens orientaux et leurs diasporas.

Ancien chroniqueur à la rédaction en langue portugaise de RFI, Tigrane Yégavian est également spécialiste du monde lusophone et du Portugal contemporain sujets sur lesquels il a rédigé de nombreux articles.

Tigrane Yégavian est membre du comité de rédaction de la revue de géopolitique *Conflits*. Il collabore notamment à la *Revue des Deux Mondes*, *Études*, *Carto*, *Moyen-Orient*, *Politique Internationale*, *Le Monde Diplomatique*, *Sciences Humaines*, *France Arménie* et intervient régulièrement sur *Télé Sud*, *RFI* et *TV5 Monde*.

Son dernier livre, *Minorités d'Orient, les oubliés de l'histoire* (Éditions du Rocher, 2019) a obtenu la mention spéciale du Prix littéraire de l'Œuvre d'Orient.



# ABOUT THE AUTHOR

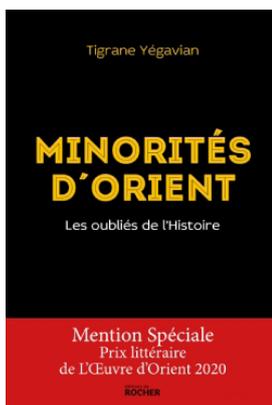
**Tigrane Yegavian** is a researcher at the CF2R, specialising in the Middle East, the Caucasus, and the Portuguese-speaking world. He is a graduate of the Institut d'études politiques de Paris and the Institut des langues et civilisations orientales (INALCO). He holds a Master's degree in Comparative Politics specializing in the Muslim world and is a PhD candidate in contemporary history.

As an Arabist, he spent a long time in Syria, Lebanon and Turkey. His career led him to specialize in Eastern Christians and their diasporas.

A former columnist for RFI's Portuguese language editorial staff, Tigrane Yegavian is also a specialist in the Portuguese-speaking world and contemporary Portugal, on which he has written numerous articles.

Tigrane Yegavian is a member of the editorial board of the geopolitical journal *Conflicts*. He contributes regularly to the *Revue des Deux Mondes*, *Carto*, *Moyen-Orient*, *Études*, *Politique Internationale*, *Le Monde Diplomatique*, *Sciences Humaines*, *France-Arménie*, and he speaks frequently on *Télé Sud*, *RFI* and *TV5 Monde*.

His latest book, *Minorités d'Orient, les oubliés de l'histoire* (published by Éditions du Rocher, 2019) received a special mention in the Literary Prize of l'Œuvre d'Orient.



# RÉSUMÉ

## LES DIASPORAS TURQUE ET AZERBAÏDJANAISE DE FRANCE, INSTRUMENTS AU SERVICE DU PANTURQUISME

La récente guerre au Haut-Karabagh a mis en évidence l'alliance panturquiste entre Bakou et Ankara afin de modifier le statu-quo de 1994, jusque-là favorable aux Arméniens et de resserrer l'étau contre l'Arménie, pays enclavé entre deux voisins hostiles.

En cette occasion comme lors des récentes tensions franco-turques – Libye, Méditerranée orientale, loi sur le séparatisme –, une partie de la communauté turque de France, travaillée par le nationalisme et acquise au régime d'Erdoğan, a pris parti en faveur de son pays d'origine. Elle a prouvé sa radicalisation croissante par de violents actes anti-arméniens et a manifesté un communautarisme incompatible avec les valeurs de la République.

En effet, Ankara agit via de nombreuses structures qui utilisent la religion et l'éducation comme moyen pour renforcer son contrôle sur cette communauté qui sert de levier de puissance au projet politique d'Erdoğan. Cette action vise également à neutraliser la communauté arménienne qui agit pour faire reconnaître le génocide de 1915 et sécuriser l'Arménie et le Haut-Karabagh face à la menace panturquiste.

Parallèlement l'Azerbaïdjan, via sa diaspora et ses officines, développe un lobbying actif, doté de moyens financiers importants, pour modifier la perception de ce conflit par les "élites" françaises et afin de réduire la légitimité des revendications des Arméniens du Haut-Karabakh et l'influence de cette communauté présente dans notre pays.

C'est pourquoi il est indispensable de se pencher sur les causes et les conséquences de l'instrumentalisation de leur diaspora par Ankara et Bakou, car elles sont utilisées comme un levier au service de l'expansionnisme des présidents Erdoğan et Aliiev.

Ce rapport étudie donc la structure de la communauté turque de France, les racines idéologiques du nationalisme turc, la stratégie et les réseaux d'Ankara en France, le rôle de la diaspora azerbaïdjanaise dans cette stratégie et la guerre de l'information qui se poursuit afin d'imposer une vision partielle du conflit.

# EXECUTIVE SUMMARY

## THE TURKISH AND AZERBAIJANESE DIASPORAS OF FRANCE AT THE SERVICE OF PANTURQUISM

The recent war in Nagorno-Karabakh highlighted the Pan-Turkist alliance between Baku and Ankara in order to modify the 1994 status quo, until then favorable to the Armenians and to tighten the noose against Armenia, a landlocked and trapped country, between hostile neighbors.

On this occasion, as during the recent Franco-Turkish tensions – Libya, the Eastern Mediterranean, law on separatism –, part of the Turkish community in France, worked by nationalism and won over to the Erdoğan regime, took sides in favor of his home country. It has proven its growing radicalization by violent anti-Armenian acts and manifested a communitarianism incompatible with the values of the French Republic.

Indeed, Ankara acts through many structures that use religion and Education as means to strengthen its control over this community which serves as a lever of power for Erdoğan's political project. This action also aims to neutralize the Armenian community which is acting to have the genocide of 1915 recognized and to secure Armenia and Nagorno-Karabakh against the Panturquist threat.

At the same time, Azerbaijan, via its diaspora and its contractors, is developing active lobbying, endowed with significant financial resources, to change the perception of this conflict by the French “elites” and in order to reduce the legitimacy of the claims of the Armenians of Nagorno-Karabakh and the influence of this community in France.

This is why it is essential to look into the causes and consequences of the instrumentalization of their diaspora by Ankara and Baku, because they are used as a lever in the service of the expansionism of Presidents Erdoğan and Aliiev.

This report therefore studies the structure of the Turkish community in France, the ideological roots of Turkish nationalism, Ankara's strategy and networks in France, the role of the Azerbaijani diaspora in this strategy and the information war which continues in order to impose a partial view of the conflict.

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	8
<b>LES ACTIONS RÉCENTES DES NATIONALISTES TURCS</b>	8
<b>1. LA COMMUNAUTÉ TURQUE DE FRANCE, UN LEVIER AU SERVICE DE L'EXPANSIONNISME D'ANKARA</b>	10
<b>UNE COMMUNAUTÉ HÉTÉROGÈNE MAIS MAJORITAIREMENT ACQUISE AU RÉGIME D'ERDOĞAN</b>	10
<b>UNE COMMUNAUTÉ ACTIVÉE À L'OCCASION DES TENSIONS ENTRE PARIS ET ANKARA</b>	11
<b>LE CONFLIT DU HAUT-KARABAKH ET SON IMPORTATION EN FRANCE</b>	12
<b>2. LE NATIONALISME, ARME IDÉOLOGIQUE D'ANKARA</b>	13
<b>LE PANTURQUISME : AUX SOURCES DE L'ULTRA-NATIONALISME TURC</b>	13
<b>LE MHP ET LA NAISSANCE DES LOUPS GRIS</b>	14
<b>LES LOUPS GRIS, BRAS ARMÉ DE L'ÉTAT PROFOND</b>	15
<b>3. LA STRATÉGIE ET LES RÉSEAUX DE L'ÉTAT TURC EN FRANCE</b>	17
<b>MAINMISE SUR L'ISLAM DE FRANCE</b>	17
<b>L'ENSEIGNEMENT DU TURC ET L'ENDOCTRINEMENT DE LA JEUNESSE</b>	19
<b>INVESTIR L'ESPACE POLITIQUE FRANÇAIS ET RENFORCER LE COMMUNAUTARISME</b>	20
Un cas d'entrisme : les municipales de 2020	21
La diaspora, réservoir de voix pour l'AKP	22
<b>LES RELAIS DE L'ULTRA-DROITE TURQUE EN FRANCE</b>	22
<b>4. L'AZERBAÏDJAN ET SES RÉSEAUX : LE PANTURQUISME AU SERVICE DE LA RECONQUÊTE DU HAUT-KARABAKH</b>	25
<b>DES LIENS ÉTROITS ET ANCIENS AVEC LA TURQUIE</b>	25
L'armée islamique du Caucase	25
Les origines du panturquisme et du nationalisme en Azerbaïdjan	25
Le panturquisme, idéologie bien ancrée en Azerbaïdjan	26
<b>LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS FRANCO-AZÉRIES</b>	27
Le développement des échanges	27
L'importance des ventes d'armes	27

<b>L'ACTIF LOBBYING AZERBAÏDJANAIS EN FRANCE</b> .....	28
Séduire médias et politiques .....	28
Des actions tous azimuts .....	29
Un lobbying qui peine à structurer des relais d'influence fiables .....	30
<b>5. UNE INTENSE GUERRE DE L'INFORMATION</b> .....	32
<b>NEUTRALISER L'INFLUENCE DES COMMUNAUTÉS ARMÉNIENNES EN OCCIDENT</b> .....	32
<b>FAIRE DISPARAÎTRE LES TRACES DE LA CULTURE ARMÉNIENNE AU HAUT-KARABAKH</b> .....	33
<b>INFLÉCHIR LA POSITION FRANÇAISE</b> .....	33
<b>IMPOSER UNE VISION ORIENTÉE DES FAITS</b> .....	34
<b>LE SOUTIEN DES RÉSEAUX TURCS ET MUSULMANS</b> .....	35
<b>CONCLUSION : Une stratégie couronnée de succès ?</b> .....	37
<b>GLOSSAIRE</b> .....	38

# INTRODUCTION : LES ACTIONS RÉCENTES DES NATIONALISTES TURCS

Le 25 juillet 2020, à Décines, ville de l'agglomération lyonnaise – 28 000 habitants dont un millier de Français d'origine arménienne –, des militants ultranationalistes turcs sèment la panique dans une manifestation pro-arménienne<sup>1</sup>. Le meneur du rassemblement se nomme Ahmet Cetin, 23 ans, né à Oyonnax. Il est membre présumé d'un groupement de fait, composé d'ultranationalistes turcs, dénommé « Loups gris » (en turc *Bozkurtlar*). Il sera condamné en novembre à quatre mois de prison avec sursis pour « incitation à la violence ou la haine raciale ». Le jeune homme avait déclaré dans une vidéo *Instagram* « que le gouvernement [turc] me donne 2 000 euros et une arme, et nous ferons ce qu'il y a à faire où que ce soit en France. » Ahmet Cetin s'était aussi présenté aux élections législatives françaises en 2017 sur la liste du Parti Égalité Justice (PEJ) après avoir été délégué de la branche jeunesse du Conseil pour la Justice, l'Égalité et la Paix (COJEP), deux organisations considérées comme des faux-nez de l'AKP – le parti islamo-conservateur d'Erdoğan au pouvoir à Ankara –, qui partagent la même adresse, rue du Chemin-de-fer, à Strasbourg.

Le 27 septembre 2020, l'armée azerbaïdjanaise, épaulée par les forces spéciales turques et des mercenaires djihadistes, déclenche une guerre totale pour reprendre le contrôle du Haut-Karabagh, peuplé à 94% d'Arméniens. Aussitôt, des centaines d'hommes défilent, vindicatifs et haineux, dans les rues de villes françaises. Ces foules font raisonner les *Allah Akbar* tout au long de leur parcours. Dans les cortèges, certains brandissent le drapeau turc, hurlent « *On va tuer les Arméniens !* » ou font un étrange signe de la main, joignant le pouce au majeur et à l'annulaire avec l'index et l'auriculaire dressés : le signe de ralliement des Loups gris<sup>2</sup>.

Le 28 octobre à Vienne, en Isère, et dans la nuit du 29 au 30 octobre à Dijon, de nouvelles actions violentes sont commises avec pour mot d'ordre d'en découdre avec les membres de la communauté d'origine arménienne. Au cours de ces événements, les forces de l'ordre sont notamment ciblées par des tirs de mortiers causant plusieurs blessés.

Ces actes de violence sont expressément revendiqués et assumés par des membres des Loups gris sur les réseaux sociaux. À la suite des événements de Vienne, le parquet de Lyon ouvre une enquête pour « participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations ».

Le 1er novembre, à Décines, le mémorial du génocide arménien et le Centre national de la mémoire arménienne sont tagués des lettres « RTE » – les initiales du président turc Recep Tayyip Erdoğan – et de messages comme « *Nique l'Arménie* » ou « *Loup gris* ». De nouveaux tags pro-turcs sont remarqués le lendemain dans la ville voisine de Meyzieu, sur les murs du centre commercial des Plantées. Quelques jours plus tard, dans ce même quartier, la police interpelle deux des auteurs présumés de ces actes, des membres de la communauté turque âgés respectivement de 24 et 25 ans.

Si l'opinion publique a observé ces appels au meurtre et au lynchage aux accents de "Nuit de Cristal" avec une relative indifférence, les pouvoirs publics se sont saisis de l'affaire. Le 4 novembre 2020, le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin a rendu public, via son compte *Twitter*, la décision prise par le conseil des ministres d'interdire les Loups gris, pour « incitation à la discrimination et à la haine » et pour leur « implication dans des actions violentes »<sup>3</sup>. Le même jour, un décret d'application immédiate ordonne la dissolution du groupuscule sur le territoire français<sup>4</sup>. S'en suivront toutefois des actes de vandalisme contre des locaux associatifs ou des lieux de mémoire de la communauté arménienne à Décines, Meyzieu ou Vaulx en Velin<sup>5</sup>.

Ces agressions sans précédent ont provoqué une réelle inquiétude au sein de la paisible communauté arménienne, descendante des rescapés du génocide de 1915 et installée dans cette région depuis bientôt un siècle. Elles permettent surtout de prendre conscience de la radicalisation croissante d'une frange de la communauté turque de France, travaillée par le nationalisme et qui, bien qu'hétérogène, est de plus en plus acquise au régime d'Erdoğan.

<sup>1</sup> <https://www.leprogres.fr/faits-divers-justice/2020/07/25/manifestation-armenienne-heurts-avec-des-turcs-quatre-gardes-a-vue-en-cours-decines-est-de-lyon-rhone>

<sup>2</sup> [https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/09/17/l-ombre-des-loups-gris-sur-les-armeniens-de-decines\\_6052553\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/09/17/l-ombre-des-loups-gris-sur-les-armeniens-de-decines_6052553_3224.html)

<sup>3</sup> [https://www.liberation.fr/france/2020/11/07/les-loups-gris-ces-ultra-nationalistes-turcs-interdits-en-france\\_1804925](https://www.liberation.fr/france/2020/11/07/les-loups-gris-ces-ultra-nationalistes-turcs-interdits-en-france_1804925) et <https://frontpopulaire.fr/o/Content/co292053/la-france-ne-tolere-plus-les-loups-gris>

<sup>4</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042494924>

<sup>5</sup> <https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/rhone/lyon/nouvelle-menace-loups-gris-egard-communaute-armenienne-pres-lyon-1896046.html>

En effet, Ankara agit via de nombreuses structures bénéficiant de moyens considérables qui utilisent la religion et l'éducation comme moyen pour renforcer son influence sur les communautés turques implantées à l'étranger afin de les mobiliser au service des intérêts de sa politique intérieure et internationale. Cela a pu s'observer à la lumière des tensions récentes entre Paris et Ankara – en Libye, en Méditerranée orientale et à l'occasion de la loi sur le séparatisme. Servant de levier de puissance au projet politique de l'AKP, les structures de la communauté turque de France, qu'elles soient directement ou indirectement contrôlées par Ankara, ont pris parti en faveur de leur pays d'origine et manifestent un communautarisme incompatible avec les valeurs de la République.

C'est pourquoi il est indispensable de se pencher sur les causes et les conséquences de l'instrumentalisation de la diaspora turque par Ankara, utilisée comme un levier au service de l'expansionnisme du président Erdoğan. Celle-ci vise notamment à neutraliser le militantisme de la communauté arménienne et son engagement à faire reconnaître le génocide de 1915, sécuriser l'Arménie et le Haut-Karabagh face à la menace panturquiste.

Car nationalisme et panturquisme sont également exploités par Ankara pour soutenir la république soeur d'Azerbaïdjan et lui permettre de reprendre définitivement le contrôle du Haut-Karabakh. Bakou, via sa diaspora et ses officines, développe un lobbying actif doté de moyens financiers significatifs, conduisant une véritable « diplomatie du caviar » pour modifier la perception de ce conflit par les "élites" françaises et afin de lutter contre la communauté arménienne présente dans notre pays.

Si les lobbys turcs et azerbaïdjanais poursuivent des buts distincts et n'ont pas le même mode opératoire, la solidarité panturquiste joue à plein quand il est question de neutraliser la communauté arménienne, considérée par les services de renseignement turcs et azéris comme l'une des plus politisées de la diaspora.

# 1. LA COMMUNAUTÉ TURQUE DE FRANCE, UN LEVIER AU SERVICE DE L'EXPANSIONNISME D'ANKARA

## UNE COMMUNAUTÉ HÉTÉROGÈNE MAIS MAJORITAIREMENT ACQUISE AU RÉGIME D'ERDOĞAN

L'immigration turque en France a connu deux grandes phases historiques. Dans un premier temps, il s'est agi essentiellement d'une immigration de travail, officialisée par l'accord migratoire franco-turc signé en avril 1965 par le gouvernement de Georges Pompidou, dans l'optique de diversifier l'origine des travailleurs étrangers et persuadé que cette immigration serait temporaire. Les travailleurs turcs qui viennent en France pendant la période de plein emploi (fin des années 1960 et début des années 1970) sont plus souvent d'origine rurale et ont un niveau d'étude moins élevé que leurs compatriotes émigrés en Allemagne, issus pour leur part des régions industrielles de Turquie<sup>1</sup>. Les hommes qui arrivent en France sont, pour la plupart originaires de l'Anatolie centrale et orientale, des régions rurales autour de Konya et de Kayseri, des montagnes du nord-est (Samson, Erzincan, Trabzon, Yozgat, Tokat, Sivas, etc.) et des hauts plateaux arides de l'est (Erzeroum, Kars, Tunceli, Malatya, Elazig). Ils trouvent à travailler comme salariés agricoles, ouvriers non qualifiés de l'automobile ou encore employés de la confection et du bâtiment. En 1971 les deux tiers sont implantés dans trois régions : l'Île de France, l'Alsace-Lorraine et Rhône-Alpes<sup>2</sup> (vallées alpines et département de la Loire).

Avec l'intensification de la violence causée par la guérilla kurde du PKK et les coups d'États militaires successifs (1971, 1980), la part des réfugiés politiques (gauchistes, alévis<sup>3</sup>, Kurdes arméniens chaldéens, etc.) s'accroît et complexifie davantage le visage d'une communauté jusque-là relativement homogène au plan ethno-confessionnel.

Forte de 700 000 membres la diaspora turque de France compte aujourd'hui parmi ses membres une forte proportion de binationaux et est loin de représenter un tout cohérent. Parmi les citoyens français originaires de Turquie, existe une importante proportion d'Alévis, de Kurdes, mais aussi

d'Arméniens, de Syriques et de Chaldéens natifs de Turquie, qui échappent à la pression de plus en plus étouffante d'Ankara vis-à-vis des minorités – mais aussi dans le cas des chrétiens d'Anatolie orientale, aux agissements des Kurdes contre leurs biens et leurs femmes. De sorte qu'il convient de relativiser l'importance numérique des ultras-nationalistes.

À l'image de la diaspora turque d'Allemagne et du Benelux, la communauté présente dans l'Hexagone se caractérise par une importante circulation migratoire avec le pays d'origine, comme l'attestent les travaux du géographe Stéphane de Tapia<sup>4</sup>. De son côté, l'historien et politologue Samim Akgönül, directeur du département d'études turques de l'Université de Strasbourg, constate que depuis les premières enquêtes sur les immigrés en France dans les années 1970, les immigrés originaires de Turquie ont souvent été dépeints comme différents des autres. La question d'une « exception turque » est récurrente. D'après ce chercheur, ce stéréotype est erroné mais s'appuie sur des réalités sociologiques mesurables<sup>5</sup>. Il n'existe pas à ses yeux de communauté turque homogène, mais une mosaïque de groupes originaires de Turquie, se caractérisant par des appartenances ethno-confessionnelles et culturelles diverses et des positions idéologiques multiples, voire contradictoires. Si le débat sur le communautarisme des Turcs de France demeure ouvert, force est de constater que l'endogamie des immigrés turcs issus de la deuxième génération demeure forte et constitue un frein à l'intégration<sup>6</sup>.

Si Kurdes et Alévis se sont fondus plus facilement dans le tissu social français, leurs compatriotes sunnites sont plus enclins à faire acte d'allégeance envers l'État AKP. Nombreux se sentent davantage Turcs de France plutôt que Français d'origine turque. Ils ont construit leur identité au sein de la diaspora, avec une conscience migratoire marquée, un nationalisme exacerbé (la turcité) et l'attachement

<sup>1</sup> Ségolène Débarre & Gaye Petek, *Histoire des Turcs en France, éditions du Détour, 2019, pp. 18-22.*

<sup>2</sup> En Rhône-Alpes, la communauté turque est estimée à 145 000 personnes. Ses membres, pour plus de la moitié, possèdent la double-nationalité. Cette diaspora est surtout implantée dans l'est de la métropole lyonnaise, de Vénissieux à Vaulx-en-Velin, en passant par Saint-Fons, Bron, Saint-Priest, Meyzieu ou Décines.

<sup>3</sup> L'alévisme est une branche hétérodoxe de l'islam qui se rattache au chiisme duodécimain. Il se classe parmi les traditions soufies.

<sup>4</sup> Stéphane de Tapia, « L'émigration turque : circulation migratoire et diasporas », in *Espace géographique, tome 23, n° 1, 1994, pp. 19-28.*

<sup>5</sup> Entretien avec Samim Akgönül, septembre 2020.

<sup>6</sup> Beate Collet and Emmanuelle Santelli, « Les descendants d'immigrés en couple mixte au prisme de l'enquête « Trajectoires et Origines », *Enfances Familles Générations. Consulté le 19 décembre 2020 <http://journals.openedition.org/efg/3838>.*

nostalgique au terroir d'origine (*gurbet*). Une nostalgie savamment entretenue par les vacances estivales et les mariages endogamiques entre personnes issues du même village. D'abord émigration de travail, le regroupement familial à la fin des années 1970 et le choix d'opter pour la naturalisation a pris de l'envergure à partir du milieu des années 1990, notamment pour les jeunes de la seconde génération nés et scolarisés en France.

À l'heure actuelle cette communauté fortement hétérogène ne dispose pas d'une instance unitaire de représentation auprès des pouvoirs publics. Pourtant, en 1993, un Conseil

français des associations des immigrés de Turquie (CFAIT) avait été créé dans une tentative de fédérer un tissu associatif au-delà des clivages. Mais cette tentative a échoué en raison de la place que réclamaient les fédérations confessionnelles musulmanes et de la politisation de plus en plus marquée de certaines associations – comme la Fédération des Turcs de France (*Türk Federasyonu*), à l'extrême-droite, ou encore le Millî Görüş. Cet échec a laissé un vide au sein du mouvement associatif turc de France que l'ambassade de Turquie essaie aujourd'hui de combler.

## UNE COMMUNAUTÉ ACTIVÉE À L'OCCASION DES TENSIONS ENTRE PARIS ET ANKARA

Dans quelle mesure les agissements de la diaspora turque de l'été et de l'automne 2020 sur notre territoire témoignent de son instrumentalisation par Ankara ? Ces événements sont en effet intervenus dans un contexte où les relations franco-turques traversent de fortes tensions, aussi bien pour des raisons de politique étrangère qu'intérieure.

Prononcé le 18 février 2020 à Mulhouse, ville à forte concentration turque, le discours du président Macron sur le séparatisme a été très mal perçu à Ankara<sup>1</sup>. Par ailleurs, Français et Turcs sont en rivalité en Libye et en mer Égée. Le regain de tension autour des îles grecques, à Chypre au sujet des forages illégaux, ou encore au Liban – où les Turcs essaient de saper les efforts de la France pour redresser le pays du Cèdre en faillite – mais aussi, l'entrisme turc en Afrique francophone et au Maghreb, voient se multiplier les sujets de friction entre Paris et Ankara. Cette rivalité met à mal la relation franco-turque au sein d'une OTAN désunie, à défaut d'être cliniquement morte. Ajoutons à cela, l'appel au boycott des produits français et les insultes proférées par le président turc à l'encontre d'Emmanuel Macron – sans que cela n'émeuvent d'autres dirigeants – en pleine affaire de publication des caricatures du prophète Mahomet et l'on mesure que les sujets de discorde entre Paris et Ankara sont nombreux.

Le 27 septembre 2020 l'armée azerbaïdjanaise soutenue par la Turquie et le Pakistan a lancé une vaste offensive pour conquérir le territoire de la République autoproclamée de l'Artsakh (ex Haut-Karabagh) et les districts avoisinants, contrôlés par les Arméniens. Ceux-ci sont alors surpris et rapidement dépassés par l'offensive de Bakou, préparée de longue date. Après l'échec de deux médiations du groupe de Minsk – organe de médiation sous l'égide de l'OSCE coprésidé par les États-Unis, la France et la Russie –, le 9 novembre, suite à la chute de la ville de Chouchi, verrou

stratégique de l'enclave arménienne, le Premier ministre Nikol Pachinian accepte de signer un accord de cessez-le-feu avec l'Azerbaïdjan, négocié par Moscou et Ankara, aux conditions léonines pour l'Arménie.

Bakou, grâce à l'implication militaire et logistique de la Turquie, au haut degré de préparation de son armée, à son recours massif à des drones turcs et israéliens, à sa maîtrise du ciel absolue, est parvenue à reconquérir la totalité des sept districts qui entourent l'enclave du Haut-Karabagh et son ancienne capitale, Chouchi. Dans ce conflit, l'Arménie exsangue démographiquement en raison d'une émigration massive, a payé un prix excessivement élevé en termes de pertes humaines – plus de 3 000 morts, soit un tiers de la classe d'âge des 18-25 ans – et de pertes territoriales. Elle paie aussi son impréparation à un conflit armé dont l'imminence ne faisait aucun doute au regard de l'importance du réarmement azéri. Considérablement ébranlé par le choc de cette défaite militaire, Erevan a accru encore davantage sa dépendance à l'égard du grand frère russe, seul garant de sa sécurité et dont les forces de maintien de la paix sont déployées au Haut-Karabagh.

Si les hostilités ont cessé depuis le 10 novembre, la guerre est loin d'être achevée. Des nouvelles divergences entre les deux États sont apparues, à commencer par la difficulté de s'entendre sur le tracé de la frontière qui sépare le sud de l'Arménie et les territoires repassés sous contrôle azerbaïdjanais. Surtout, la mise en place d'un "corridor panturquiste" au sud du territoire arménien constitue une sérieuse menace pour l'avenir de son intégrité. La région du Siounik – une étroite bande montagneuse reliant l'Arménie à l'Iran – constitue le dernier verrou stratégique qui empêche l'Azerbaïdjan de réaliser la jonction avec l'exclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan et la Turquie.

<sup>1</sup> [https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/02/18/emmanuel-macron-en-deplacement-a-mulhouse-veut-lutter-contre-le-separatisme-islamiste\\_6029978\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/02/18/emmanuel-macron-en-deplacement-a-mulhouse-veut-lutter-contre-le-separatisme-islamiste_6029978_823448.html)

## LE CONFLIT DU HAUT-KARABAKH ET SON IMPORTATION EN FRANCE

Co-présidente du Groupe de Minsk, la France a été le premier pays à monter au créneau en faveur de l'Arménie dans ce conflit par la voix du président Macron. Elle a dénoncé l'envoi de djihadistes syriens en Azerbaïdjan, ce que ses partenaires de l'OTAN n'ont pas fait. Elle a tenté de parvenir à un cessez-le-feu en accordant ses vues avec celles de la Fédération de Russie, puis a proposé une aide humanitaire aux belligérants. Non satisfaite du texte de l'accord de cessez-le-feu signé le 9 novembre, Paris tente de redynamiser un Groupe de Minsk moribond, qui n'est pas parvenu à trancher entre les deux principes du droit international qui s'opposent sur ce dossier : le respect de l'intégrité territoriale – argument de l'Azerbaïdjan – et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – invoqué par les Arméniens. Enfin, de récents votes ont eu lieu au Sénat et à l'Assemblée en faveur de la reconnaissance de la République de l'Artsakh qui ont provoqué les foudres de Bakou et d'Ankara.

Le conflit du Haut-Karabagh dans lequel la Turquie s'est ouvertement engagée a relativement peu mobilisé la société turque, en dehors des partis nationalistes. Davantage préoccupés par la dégradation de leur niveau de vie, les Turcs peinent à situer cette région sur la carte et ont par ailleurs tendance à confondre le Haut-Karabagh avec le Monténégro<sup>1</sup>. Cette relative indifférence n'a pourtant pas empêché une frange radicalisée des Turcs de France de se mobiliser au côtés de l'Azerbaïdjan, voire de s'en prendre directement à des cibles arméniennes.

Les actions « coup de poing » des derniers mois s'inscrivent donc dans un climat de tensions diplomatiques entre la France et la Turquie. Elles témoignent de l'influence grandissante qu'exerce Ankara sur une frange de ses 700 000 ressortissants et de leurs enfants qui vivent dans l'Hexagone. Les 65 participants verbalisés – pour non-respect du couvre-feu – lors des échauffourées du 28 octobre 2020 à Décines possèdent tous un passeport français<sup>2</sup>.

Selon le journal en ligne *Médiacités*, cette série d'actes d'intimidation marque une rupture avec la discrétion qui prévalait jusque-là parmi les Franco-Turcs de l'agglomération. La précédente démonstration de force de ces nationalistes remontait à une quinzaine d'années, lorsqu'en 2006 une manifestation contre l'édification d'un mémorial du génocide arménien, place Antonin-Poncet à Lyon, avait réuni 3 000 participants.

<sup>1</sup> Entretien avec le politologue turc Cengiz Aktar, décembre 2020

<sup>2</sup> <https://www.mediacites.fr/enquete/lyon/2020/12/01/dans-lest-lyonnais-linfluence-croissante-des-organisations-islamiques-turques/>

## 2. LE NATIONALISME, ARME IDÉOLOGIQUE D'ANKARA

### LE PANTURQUISME : AUX SOURCES DE L'ULTRA-NATIONALISME TURC

Le panturquisme est l'idéologie qui promeut l'unité des différentes nations de langue turque à travers le monde, au sein d'une entité nommée *Touran*. Les deux principales figures auxquelles se réfèrent les nationalistes turcs sont : le sociologue et écrivain Zia Gökalp (1876-1924), d'origine kurde ; et Nihal Atsız, écrivain, poète et historien (1905-1975). Animé par la volonté de rassembler tous les Turcs d'Anatolie, d'Asie centrale et de Sibérie sous le même drapeau, cet idéologue a conçu son discours dans les années 1930-1940<sup>1</sup>. Atsız a notamment écrit un roman historique célèbre en Turquie, *La mort des loups gris*, dans lequel il expose sa théorie basée sur l'obsession de l'unicité d'une race turque s'étendant des Balkans aux confins de la Sibérie. Pour Atsız, nation turque et race turque ne font qu'un. Fixées en Anatolie, les tribus jadis nomades de Turan-Altay fondèrent leur culture sur la trinité sacrée sang/race/guerre. D'où l'exacerbation du militarisme et le culte d'une race fantasmée dont les racines remontent aux grandes steppes de l'Asie septentrionale. Ainsi, un vrai Turc a pour idéal (*Ülku*) sa foi en la race turque, dans le touranisme et dans le militarisme.

Le panturquisme a été mis en pratique par les dirigeants du régime génocidaire Jeune-Turc<sup>2</sup> réunis sous la bannière du Comité Union et Progrès (CUP), au pouvoir de 1909 à 1918. Notamment par Enver Pacha (1881-1922), ancien ministre de la Guerre, qui après la défaite ottomane de 1918, s'est lancé dans une « croisade panturquiste » dans l'actuel Azerbaïdjan et en Arménie, avec la formation de l'armée islamique du Caucase. Objectif : bouter les bolchéviques russes et arméniens hors de Bakou, s'emparer des gisements pétroliers de la mer Caspienne et réaliser la jonction entre l'Anatolie et l'Asie centrale turcophone. Le projet panturquiste visait alors à rétablir un nouvel empire à l'extérieur de la zone d'expansion ottomane.

Puis, alors que la nouvelle république de Turquie qui s'érigait sous l'impulsion de Mustafa Kemal Atatürk instaurait un contrôle étatique étroit sur l'islam, tout en tournant le dos aux

rêves impériaux, Nihal Atsız prôna le tengrisme, une croyance largement répandue chez les Xiongnu<sup>3</sup> puis chez les Xianbei<sup>4</sup>, populations ayant essaimé en Asie durant l'Antiquité tardive (IIIe et VIe siècles) et le Haut-Moyen Âge (VIe et XIIIe siècles). Atsız est par ailleurs connu pour être un sympathisant de la doctrine raciste nazie. Dans ses écrits antisémites, il affirme que les juifs ne s'intègrent pas à la culture turque et qu'ils monopolisent certains services. Toutefois son discours antisémite et raciste n'a pas empêché des juifs ottomans d'embrasser la cause du panturquisme et du nationalisme turc, à l'instar de Moïse Kohen – dit Tekin Alp – (1883-1961). Ce juif ottoman de Salonique, formée à l'alliance israélite et destiné au rabbinat, s'est converti en idéologue passionné du panturquisme puis au kémalisme<sup>5</sup>. Il fut notamment partisan de la turquification forcée des minorités non musulmanes de la nouvelle république de Turquie, comme l'atteste ses écrits dans sa brochure *Türkleştirme* (1928). En 1934, avec Hanri Soriano et Marsel Franko – issus de la communauté juive de Turquie –, il fonde l'Association de la culture turque (*Türk Kültür Cemiyeti*) pour la promotion de la langue turque. Le même Tekin Alp présentera les principes du kémalisme dans un livre publié à Istanbul en 1936, puis les mettra à jour et en publiera une traduction française à Paris, un an plus tard, avec une préface d'Édouard Herriot (*Le Kémalisme*, Félix Alcan, 1937).

L'idéologie panturque a été activée et exacerbée à mesure que la Guerre froide gagnait en intensité. Les Turcs d'Anatolie nourrissaient alors moult fantasmes à l'égard de leurs frères d'Asie centrale, – séparés de la « mère patrie » par le Rideau de fer soviétique. Mais leur récit diverge de celui d'Atatürk qui revendique une autre filiation de la race turque, davantage ancrée sur le sanctuaire anatolien. D'où leur obsession de chercher de nouveaux ancêtres chez les Hittites, voire les Étrusques.

<sup>1</sup> Voir *Journal of Historical Studies*, 3/2005, « Extracting nation out from history: the racism of Nihal Atsız ». <sup>2</sup> En Rhône-Alpes, la communauté turque est estimée à 145 000 personnes. Ses membres, pour plus de la moitié, possèdent la double-nationalité. Cette diaspora est surtout implantée dans l'est de la métropole lyonnaise, de Vénissieux à Vaulx-en-Velin, en passant par Saint-Fons, Bron, Saint-Priest, Meyzieu ou Décines.

<sup>2</sup> Parti politique nationaliste et réformateur ayant renversé le sultan Abdul Hamid II, planifié le génocide des Arméniens, Assyro-Chaldéens, Syriaques et Yézidis et mis en œuvre la turquification de l'Anatolie.

<sup>3</sup> Confédération de tribus nomades venues de l'actuelle Mongolie.

<sup>4</sup> Tribu proto-mongole venue du haut Amour et établie en Mongolie actuelle au IIe siècle de notre ère.

<sup>5</sup> Landau, Jacob M., Pan-Turkism in Turkey. C. Hurst & Co, 198, p. 74.

## LE MHP ET LA NAISSANCE DES LOUPS GRIS

En 1958, l'extrême droite turque se dote d'un parti, le Parti national républicain (*Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi/CKMP*). Il deviendra en 1969, le Parti de l'action nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi/MHP*), quatre ans après l'arrivée d'Alparslan Türkeş (1917-1997) à sa tête. Ce colonel natif de Chypre, mais originaire de Kayseri, est impliqué dans le coup d'État de 1960 qui renverse le Premier ministre conservateur et pro-occidental Adnan Menderes. En 1971, suite à un second coup d'État militaire, Türkeş dote le MHP d'une section de jeunesse, inspirée par la pensée d'Atsız, qui rejoint les « Foyers idéalistes ». Toutefois, un point doctrinal majeur sépare le maître Atsız de l'élève Türkeş : la religion. Séduit par le chamanisme touranien originel, Atsız est hostile à l'islam, qualifié avec mépris de « religion arabe ».

Selon Étienne Copeaux, historien de la Turquie contemporaine, on peut considérer 1966 comme étant l'année de fondation des « Foyers idéalistes » (*Ülkü ocakları*). Leur idéologie s'inspire en grande partie de la pensée du sociologue et écrivain nationaliste Ziya Gökalp. Mais ce sont surtout les écrits d'Ahmet Arvâsi (1932-1988) qui ont donné du corps à ces "foyers" et notamment son pamphlet *L'idéal turco-islamique (Türk-Islam Ülküsü)*<sup>1</sup>. Enseignant originaire du sud-est anatolien, ce chroniqueur du quotidien nationaliste *Türkiye* a publié de nombreux ouvrages à succès qui ont diffusé l'idéologie de la synthèse turco-islamique, cette vision nationaliste qui définit ce que devraient être les rapports entre la Turquie et l'islam dans leur dimension historique, culturelle, politique et géopolitique. Étienne Copeaux a présenté ses idées, nationalistes xénophobes et racistes, comme une réaction aux revendications kurdes. Elles se nourrissent d'un récit historique forgé par un nationalisme aux accents anti-impérialistes, dans lequel l'islam est présenté comme une valeur indéfectible de la nation. Ce faisant, il annonce une rupture avec la politique assimilationniste de Mustafa Kemal qui visait à diluer le nationalisme kurde dans un magma panislamiste. Agiter le drapeau de l'islam à l'adresse des Kurdes convenait lorsqu'il s'agissait de les pousser à exterminer leurs voisins arméniens chrétiens. Mais assez rapidement, la question de l'intégration des Kurdes à la communauté turco sunnite a posé problème.

En 1975, les Foyers idéalistes montent en puissance avec l'accession de leur chef de file Türkeş au poste de vice-Premier ministre, sous le gouvernement de son allié islamiste Necmettin Erbakan. La fameuse synthèse turco-islamique se met alors en place. Il s'agit d'une fusion de l'islam ottoman et du touranisme. D'où le slogan « *le Coran est notre guide, le Touran notre but* ». Nationalistes kémalistes et idéologues panturquistes se retrouvent dans un idéal commun, alliant

nationalisme panturquiste et exaltant un islam turquifié. La doctrine turco-islamique, ne sera toutefois formalisée par les militaires putschistes qu'une décennie plus tard et deviendra l'outil majeur de l'armée turque afin d'éliminer la gauche à partir des années 1980.

Le MHP commence à essaimer en Europe à partir de la fin des années 1970 pour y implanter des structures associatives locales, dont les Foyers idéalistes, dont la première est ouverte à Francfort en 1978.

Les Loups gris sont pour la plupart issus des Foyers idéalistes. Toutefois, aux yeux du criminologue Xavier Rauffer, leur doctrine provient surtout de l'œuvre de Nihal Atsız, père du nationalisme panturc moderne. Pour mieux comprendre l'idéologie des Loups gris, il faut également avoir en tête la gravité du choc causé par la disparition de l'Empire ottoman et l'impact du traité de Sèvres (1920), actant son dépeçage. Ce qu'il convient de nommer le « syndrome de Sèvres » est toujours ancré dans la conscience collective et la pensée politique turques, hantées par le sentiment que des menaces mortelles pèsent encore et toujours sur l'intégrité du pays. La crainte systématique des agressions extérieures et d'un ennemi intérieur mortel – les Kurdes –, la conscience qu'une part importante de la population est originaire des Balkans et d'autres provinces perdues de l'Empire, contribuent à ressouder les rangs autour d'un récit nationaliste exacerbé.

Tout au long des années 1980 et 1990, les Loups gris s'adaptent aux évolutions de la Turquie et de ses projets expansionnistes. Après que Devlet Bahçeli ait succédé à Türkeş en 1997, le MHP et les Loups gris procèdent à un recentrage. Le parti d'extrême-droite professe alors un soutien convenu à la démocratie libérale tout en modérant son nationalisme ethnique. La relation avec Erdoğan et l'AKP est complexe. Pendant de nombreuses années, le MHP manifestait son hostilité à l'égard d'Erdoğan en raison de la répression visant les ultranationalistes qui eut lieu lors des procès *Ergenekon* – du nom de ce complot de hauts gradés alliés aux réseaux nationalistes panturquistes et mafieux afin de renverser le gouvernement AKP à la fin des années 2000. De plus, le MHP s'est farouchement opposé à l'ouverture de négociations de paix avec le PKK en 2013 que préconisait Erdoğan. Cependant, la relation entre le MHP et l'AKP s'est améliorée depuis 2015, lorsque l'AKP est revenu sur de nombreuses réformes pro-Kurdes des années 2000 et s'est engagé dans une politique étrangère plus agressive, tout en embrassant un discours résolument nationaliste.

L'alliance entre l'AKP du président Erdoğan et le MHP en février 2018 permet au premier de conserver une majorité

<sup>1</sup> Copeaux Étienne, « Ahmed Arvasi, un idéologue de la synthèse turco-islamique », *Turcica*, tome 30, 1998, pp. 211-223.

<sup>2</sup> <https://www.revueconflits.com/les-loups-gris-une-forte-influence-en-europe/>

parlementaire au prix d'un glissement de son discours sur le terrain de l'extrême-droite panturquiste, afin de consolider sa base électorale. Après l'échec de la politique de la main tendue vis-à-vis des Kurdes, et un habile rapprochement tactique avec l'Union européenne dans l'optique de renvoyer l'armée dans ses casernes, l'entente entre l'AKP islamiste et le parti ultra-nationaliste d'extrême-droite a donc été

possible. Baptisée Alliance populaire (*Cumhur İttifakı*), la coalition électorale a permis l'élection de Recep Tayyip Erdoğan à la présidence de la République. Ces deux partis ont été rejoints par une autre formation d'extrême-droite, le Parti de la grande unité (*Büyük Birlik Partisi/BBP*), lui-même issue d'une scission du MHP en 1993.

## LES LOUPS GRIS, BRAS ARMÉ DE L'ÉTAT PROFOND

Dans la foulée du coup d'État de 1908, le Comité Union et Progrès au pouvoir à Istanbul met en place l'Organisation spéciale (OS)<sup>1</sup> qui assure la fonction de « service action » de ce qui sera plus tard « l'État profond ». Composée de militaires rompus aux opérations clandestines, l'OS conduit en 1913 des opérations commando, attise le soulèvement des minorités turcophones en Thrace égéenne, multiplie des actions de subversion en Libye derrière les lignes italiennes, et planifie méthodiquement le génocide de 1915. Les Loups gris s'inscrivent dans la tradition des pratiques clandestines initiée par l'OS.

Les Loups gris commencent à faire parler d'eux en Turquie dans les années 1970, lorsqu'ils mènent des actions violentes contre des militants de gauche et des minorités. La Turquie connaît alors guerre civile larvée<sup>2</sup>, sur fond de Guerre froide, qui conduit au coup d'État militaire de 1980 dirigé par le général Kenan Evren, lequel instaure un régime autoritaire. Les Loups gris sont alors emprisonnés avec les gauchistes, avant d'être utilisés par l'État profond. La direction « opérations spéciales » (*Özel Harp Dairesi/ÖHD*) de l'armée turque décide, d'elle-même ou avec l'appui des États-Unis, de neutraliser les opposants. Pour les éliminer des universités où la police pénètre difficilement, les services secrets et l'armée y envoient des équipes spéciales de Loups gris pour faire monter la tension, puis la réprimer<sup>3</sup>.

Au cours des années 1980, les Loups gris sont ainsi utilisés par les gouvernements turcs successifs dans la lutte contre les organisations d'extrême-gauche, les Kurdes, les

Arméniens et les Alévis<sup>4</sup>. Ils deviennent le bras armé de l'État profond<sup>5</sup>. Leur action s'apparente à celle des réseaux clandestins d'Europe occidentale (*Stay Behind*) censés organiser une résistance armée en cas d'invasion des forces du pacte de Varsovie. Avec la bienveillance de l'antenne locale de la CIA et de l'état-major turc, ils jouent ainsi un rôle actif dans la chasse aux mouvements d'extrême-gauche, très implantés dans les milieux étudiants. Il sera révélé plus tard que certains des meurtres commis par les Loups gris eurent lieu en coopération avec l'Organisation nationale du renseignement (MIT).

Le groupe ne tarde pas à opérer à l'extérieur des frontières turques : Mehmet Ali Ağca, un de ses membres les plus célèbres en Occident tente d'assassiner le pape Jean-Paul II en 1981. Auparavant, il avait assassiné en février 1979 Abdi İpekçi, rédacteur en chef du quotidien social-démocrate *Milliyet*; un attentat qui allait marquer le début d'une interminable descente aux enfers pour le journalisme en Turquie, et que l'ancien correspondant de Hurriyet à Paris de 1981 à 1982, Erol Özkoray, qualifiera de « *cassure morale et éthique du métier* »<sup>6</sup>.

Alors que les attentats commis par l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA<sup>7</sup>) et les Commandos des justiciers du génocide arménien (CJGA<sup>8</sup>) contre les diplomates turcs en Occident se poursuivent. Ankara envoie 1982 des Loups gris à l'étranger pour riposter par la terreur en visant des cibles arméniennes en Europe

<sup>1</sup> Jossieran Tançrède, « Les services secrets turcs, de l'Organisation spéciale au MIT », *Stratégique*, 2014/1, n° 105, p. 131-144.

<sup>2</sup> Les actions armées des groupuscules d'extrême gauche et d'extrême-droite font en moyenne six morts par jours. Le nombre total de victimes sera supérieur à 6 000.

<sup>3</sup> Le 1er mai 1977 par exemple, des agents du MIT tirent sur une foule de militants de gauche et de syndicalistes rassemblée place Taksim, à Istanbul. Bilan : 39 morts.

<sup>4</sup> Bien que les Loups gris soient principalement laïcs et en grande partie hostiles à l'islamisme, ils défendent le caractère musulman sunnite de la Turquie. Aussi, ses membres multiplient les actes de violence sectaire contre la minorité religieuse alévie, notamment le tristement célèbre massacre de Maraş en 1978 qui fit entre 500 et 1 000 morts

<sup>5</sup> Au cours de la décennie 1985-1996, s'instaure en Turquie ce que les médias nomment « État profond » (*derin devlet*), symbiose de politiciens, dirigeants de divers services et gangs « idéalistes » passés au crime organisé (cf. « State gangs like a garbage dump waiting to explode », *Turkish Daily News*, 30/08/1998).

<sup>6</sup> Entretien avec Erol Ozkoray, 04/12/2020.

<sup>7</sup> <https://cf2r.org/historique/vie-mort-de-lasala/>

<sup>8</sup> Groupe émanant de la Fédération révolutionnaire arménienne *Dachnaksutiun*, cf. <https://cf2r.org/historique/organisation-a-lombre-de-lasala-commandos-justiciers-genocide-armenien-entretien-gaidz-minassian/>

avec le soutien logistique de l'ambassade et des consulats turcs de France<sup>1</sup>. Ara Toranian, fondateur du Mouvement national arménien, est victime en mars 1983, d'un attentat à la voiture piégée. Un cadre du MIT charge ensuite le Loup gris Cengiz Cömert de former un commando pour frapper l'ASALA sur le territoire français. Ce gang est formé d'Abdullah Catli – dit « Mehmet Sarol » –, Oral Celik, Mehmet Sener, Ramiz Ongun, Enver Tortas, Tefvik Agansoy, Bedri Ates, Rifat Yildirim, Türkmen Onur et Üzeyir Bayrakli. Équipé par le MIT en explosifs et armes à feu, les Loups gris plastiquent notamment le monument aux victimes du génocide arménien d'Alfortville dans le Val de Marne, en mai 1984.

Parallèlement, en pleine répression anti-kurde dans les années 1990, la gendarmerie nationale turque crée une unité secrète de renseignement antiterroriste, la JITEM (*Jandarma Istihbarat ve Terorle Mucadele*), qui utilise des malfrats parmi les Loups gris pour mener des opérations de renseignement ou d'élimination.

Le groupe violent est également connu pour sa proximité avec les milieux mafieux. La porosité entre grand banditisme, réseaux mafieux et ultra-nationalistes apparaît au grand jour lors du scandale de Susurluk. Du nom de la localité où se produit en 1996 un accident de voiture mettant fortuitement au jour les liens étroits entretenus à l'époque entre politique, police et mafia d'extrême droite turque : les victimes sont un député proche du pouvoir, un chef des gardes de village, milice kurde pro-gouvernementale chargée de combattre les rebelles du PKK, et le Loup gris chef mafieux notoire, Abdullah Çatli. Par la suite, la liste des parrains mafieux, admirateurs du président Erdoğan s'allonge avec Alaatin Cakici, ou encore Sedat Peker, qui vit à présent entre la Turquie et le Monténégro. Selon Xavier Rauffer, hormis ces deux personnages, la plupart des « parrains » turcs sont issus du courant MHP/Loups-Gris ; une sorte de symbiose existant, dans cette mouvance, entre activités politiques, économique-financières, sportives (clubs de football, notamment) et carrément criminelles. Les réseaux nationalistes ont ainsi tissé leur toile de la Turquie jusqu'à certains pays de l'Asie centrale turcophone et de l'Union européenne, comme en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne<sup>3</sup>.

En 2001, une étude du renseignement néerlandais établit que les Loups gris ont en Europe, dans le Caucase et en Asie centrale turcophone<sup>4</sup>, un réseau « culturel » ou « sportif »<sup>5</sup> voué au racket, au trafic d'êtres humains, aux escroqueries

et détournements de subventions, à l'infiltration de partis politiques, et commettent couramment homicides et enlèvements.

Puis les Loups gris s'en prennent en France à des militants kurdes. Omar Güney, l'assassin des trois femmes kurdes membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en janvier 2013 à Paris, a été décrit comme ultranationaliste turc, toutefois son appartenance au groupe n'a pas été prouvée à ce jour<sup>6</sup>. Toujours est-il que les Loups gris sont impliqués dans plusieurs actions violentes, comme à Reims dans la nuit du 11 au 12 novembre 2016 où une quinzaine de militants se revendiquant des Loups gris, armés de bâtons, de barres de fer, de couteaux et d'un revolver et le visage masqué par des écharpes rouges et blanches aux couleurs du drapeau turc, attaquent un stand tenu par des manifestants d'origine kurde, causant plusieurs blessés.

À présent implantés en Europe grâce à leurs réseaux et à la diaspora turque, les Loups gris jouent un rôle discret mais constant à la manière d'« un service d'ordre » de l'État profond turc commandité pour agir dans des opérations extérieures. La rupture entre l'AKP et son allié d'hier – le prédicateur Fethullah Gülen et ses puissants réseaux – ont réconcilié le pouvoir turc avec la vieille garde nationaliste kémaliste qui façonnait l'État profond dans les décennies précédentes et qui a été décapité en 2007 dans le cadre de la répression du complot *Ergenekon*.

<sup>1</sup> Entretien avec Erol Ozkoray, 04/12/2020

<sup>2</sup> Zaman – 19/08/08 « Ergenekon document reveals MIT's assassination secrets ».

<sup>3</sup> <https://www.revueconflits.com/les-loups-gris-une-forte-influence-en-europe/>

<sup>4</sup> Les Loups gris sont actifs en Azerbaïdjan, où une brigade Bozkurt (Loups gris azéris) a participé à la première guerre du Karabagh contre les Arméniens (1988-1994).

<sup>5</sup> Les Loups gris contrôlent par exemple un club de football d'Utrecht, *Turkiyem Spor* dont le président est assassiné au début de l'année 2007.

<sup>6</sup> <https://www.ouest-france.fr/societe/justice/omer-guney-accuse-d-avoir-tue-3-militantes-kurdes-paris-est-mort-4687948/>

### 3. LA STRATÉGIE ET LES RÉSEAUX DE L'ÉTAT TURC EN FRANCE

Au cours des dernières années, la nébuleuse pro Erdoğan a tissé une toile de plus en plus structurée sur le territoire français, étouffant les voix dissonantes parmi les opposants au pouvoir turc. Le président Erdoğan, lors d'un déplacement à Cologne en Allemagne, en 2008, a comparé l'assimilation à un « crime contre l'humanité », invitant ses compatriotes à s'investir dans la vie politique de leur pays d'accueil tout en renforçant les liens linguistiques et culturels avec la mère patrie. À noter que la vision qu'a Erdoğan de la diaspora ne reconnaît pas la diversité des groupes qui la constitue ; elle écarte les Kurdes, les Alévis, les gauchistes, mais aussi les Arméniens, pour ne conserver que les sunnites.

Pour resserrer le contrôle sur la diaspora turque de France, Ankara peut compter sur son réseau consulaire qui s'implique

de plus en plus dans l'encadrement de cette communauté en soutenant et relayant les manifestations d'associations favorables à l'AKP. Actuellement, les services diplomatiques turcs de France sont représentés par six consulats généraux à Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg, Nantes et Bordeaux. Signe du rôle stratégique que joue la capitale alsacienne, le consulat flambant neuf de Strasbourg, inauguré en 2017, est le plus important édifice diplomatique turc au monde. Situé à moins d'un kilomètre du Parlement européen, il s'étend sur une surface 8 900 m<sup>2</sup>, dépassant de loin la taille des locaux de l'ambassade de Turquie à Paris<sup>1</sup> ; il abriterait également le siège du MIT en Europe.

#### MAINMISE SUR L'ISLAM DE FRANCE

L'islam turc en France regroupe aujourd'hui entre 350 et 400 lieux de cultes sur un total de plus de 2 600 mosquées et salles prières recensées sur le territoire national, soit environ 15%. Ses représentants sont membres du Conseil français du culte musulman (CFCM). Ce dernier a été présidé par un Franco-Turc de 2017 à 2019, il le sera en principe à nouveau de 2024 à 2026<sup>2</sup>.

Deux mouvements religieux turcs sont particulièrement actifs : le mouvement sùleymaniste et Millî Görüs. Depuis les années 1970, tous deux ont étendu leur influence sur un certain nombre d'amicales locales de travailleurs et ont cherché à encadrer la vie des immigrés. Depuis le début des années 1990, ces mouvements religieux ne cessent de gagner de l'influence en France.

Le mouvement sùleymaniste affiche une proximité idéologique avec les partis de l'extrême-droite nationaliste turque comme le MHP. En France, il a ouvert des « centres culturels turcs » (*Türk Kültür Merkezi*), ce qui lui a permis d'occulter la référence explicite à l'islam. Un premier centre a été ouvert à Metz, en 1979, puis d'autres à Aulnay-Sous-Bois et à Paris, dans le quartier de Ménilmontant, au début des années 1980. Ce mouvement s'est également implanté à Strasbourg, Nancy, Lyon et Nantes.

Une composante majeure de l'islam turc en France gravite autour de la Confédération islamique Millî Görüs, née en 1995. Cette confrérie radicale – dont le nom signifie « Vision nationale » – aspire à accéder au sommet de l'État pour transformer la société par le haut. Elle a été fondée par l'ex-Premier ministre et mentor d'Erdoğan, Necmettin Erbakan, qui avait longuement séjourné en Allemagne à la suite du coup d'État militaire de 1971. Très bien implantée dans l'est de la France depuis les années 1980, la confédération a fini par supplanter ses rivaux du réseau sùleymaniste, tissant sa toile à l'échelle européenne avec la ville allemande de Cologne pour épicerie. Agissant comme la maison-mère de tous les partis islamistes turcs depuis des décennies, elle chapeaute 71 mosquées, 286 associations et 19 000 membres en France et a implanté son siège régional à Vénissieux, en 2013.

Depuis le quartier de Parilly, le Centre islamique Millî Görüs (CIMG) gère une dizaine de lieux de culte dans la région Rhône/Alpes : Lyon-Vaise, Villefranche-sur-Saône, Saint-Chamond, etc. Face à l'une des usines Renault Trucks, il a fait construire une mosquée de 4 800 mètres carrés, surmontée d'une coupole de 16 mètres de diamètre et de quatre minarets. Ce chantier de 4,3 millions d'euros a été financé aux deux tiers, d'après ses promoteurs, par les dons de la communauté et le reste par le Millî Görüs<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> <https://www.marianne.net/societe/strasbourg-cheval-de-troie-des-reseaux-derdogan-en-france/>

<sup>2</sup> Jean Chichizola, « Paris vigilant aux ingérences turques », Le Figaro, 10 décembre 2020.

Contrairement aux sùleymanistes, le Millî Görüs s'implique ouvertement dans le débat politique en France et en Europe. Ses réseaux agissent pour mieux encadrer la population immigrée. Une partie importante de leur action concerne l'éducation des enfants, ils proposent des cours de religion destinés aux garçons de 12 à 16 ans, accompagnés de cours de turc et d'histoire, glorifiant le passé ottoman. La confédération a créé des internats à Nantes, Paris, Nancy et mis en place des colonies de vacances, des programmes d'aides sociales, de soutien psychologique, d'aide administrative au nom de la « solidarité islamique ».

Après avoir été en rivalité, ces deux mouvances de l'islam turc ont enterré la hache de guerre face à la désignation de l'ennemi commun, la confrérie de Fethullah Gülen.

Un troisième acteur joue un rôle important : l'Union islamique turque des affaires religieuses, connue sous le sigle de DITIB. Cette puissante administration religieuse dont la branche française a été créée en 1984 est chargée d'organiser le culte de l'islam sunnite officiel en Turquie et en Europe<sup>2</sup>. Son objectif initial était de contrer l'influence de la gauche turque et du mouvement Millî Görüs, partisan d'un islam politique ultraconservateur.

La DITIB est une filiale de la « présidence des affaires religieuses » (*Diyanet*). Créée par Mustafa Kemal en 1924, le *Diyanet* est l'équivalent d'un super ministère des Cultes, employant 130 000 fonctionnaires et doté d'un budget de 2 milliards de dollars<sup>3</sup>. Cette structure se fait le relais d'un islam fonctionnarisé, c'est une bureaucratie rattachée à Erdoğan depuis 2018.

L'affiliation à la DITIB, qui se veut un partenaire incontournable de l'islam de France, permet aux associations musulmanes de bénéficier des services d'imams fonctionnaires envoyés de Turquie. Les DITIB gèrent aussi des fonds d'obsèques pour les funérailles religieuses de ses membres et le rapatriement des corps en Turquie. Au-delà des services purement religieux, les DITIB ont développé ces dernières années des services culturels et sociaux, à destination notamment des femmes et des enfants. À titre d'exemple, la DITIB Strasbourg organise des colonies de vacances. Pour l'Aid, cette section a poussé les murs de ses nouveaux locaux de HautePierre et accueilli quelque 1 500 fidèles. Toujours dans la région strasbourgeoise, la DITIB locale caresse un ambitieux projet de campus islamique comprenant une mosquée, une faculté, un lycée, un centre des arts de l'islam et des commerces. Pour l'heure, seul le lycée privé

« musulman » appartenant au réseau *Yunus Emre*, sur le modèle des alliances françaises ou des instituts Goethe, a ouvert ses portes<sup>4</sup>.

En France, on compte trois fédérations DITIB. Les premières, à Paris et à Lyon, ont ouvert dès les années 1980 ; celle de Strasbourg, qui couvre le Grand-Est a été créée en 1997. D'abord basé à Villeurbanne, la DITIB lyonnaise a transféré son siège régional à Décines en 2012. Situé à l'écart du centre-ville, en pleine zone industrielle, le bâtiment regroupe, sur 1 800 mètres carrés, des salles de prière, un gymnase, une bibliothèque et des salles de cours. Le Journal officiel des associations mentionne que le centre a vocation à « rendre des services à la communauté turco-islamique dans l'exercice de ses pratiques socioculturelles et culturelles (...), organiser des collectes de dons pour promouvoir la solidarité » ou « mener des activités socioculturelles, éducatives et sportives ».

Les amicales turques de France sollicitent la DITIB afin qu'elle envoie des imams de Turquie sur la base du contingent autorisé par le ministère français de l'Intérieur et des Cultes. Les imams, fonctionnaires de l'État turc, sont perçus par les amicales comme les garants d'une pratique religieuse plus scrupuleuse et de prêches en turc, et non en arabe. Les locaux servant de lieux de culte sont souvent situés en périphérie des villes, enregistrés comme donations auprès de la *Diyanet*, représentée par un conseiller de l'ambassade de Turquie en France. Les ressources qui permettent de financer ces opérations – canalisées via un fonds de dotation dédié au projet de campus – proviennent des réseaux d'hommes d'affaires turcs ou de fondations civiles adossés à la *Diyanet* et aux associations DITIB de France, d'Allemagne et de Belgique.

Lié à la DITIB, le Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF) compte près de 280 mosquées (dont 62 en Alsace-Lorraine) et accueille 151 imams – soit plus que les Algériens ou les Marocains – détachés avec le concours du ministère turc des Affaires étrangères<sup>5</sup>. Ces fonctionnaires sont parfois utilisés pour dénigrer les opposants à Erdoğan, tels que les gauchistes ou les Kurdes, ou identifier et surveiller ceux soupçonnés de soutenir ou d'appartenir au mouvement de Fethullah Gülen.

Jusqu'à l'avènement de l'AKP, les mouvements islamistes turcs radicaux de France existaient de façon minoritaire, à l'instar de la Fédération de l'islam anatolien (AIFD) fondée en 1984 par Cemaleddin Kaplan, après sa scission d'avec le Millî Görüs. Elle dispose toujours de relais dans l'hexagone,

<sup>1</sup> <https://www.mediacytes.fr/enquete/lyon/2020/12/01/dans-lest-lyonnais-linfluence-croissante-des-organisations-islamiques-turques/>

<sup>2</sup> Ségolène Débarre & Gaye Petek, Histoire des Turcs en France, éditions du Détour, 2019, p. 73.

<sup>3</sup> <http://www.diyamet.gov.tr/tr-TR>

<sup>4</sup> Les locaux parisiens de Yunus Emre se situent dans les bureaux de l'office de tourisme de la Turquie, situé avenue des Champs Élysées.

<sup>5</sup> Ils ne représentent toutefois qu'une petite portion du nombre total d'imams en France, estimé entre 1 500 et 1 800 ([https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/11/05/que-pese-vraiment-la-turquie-dans-l-islam-de-france\\_6058644\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/11/05/que-pese-vraiment-la-turquie-dans-l-islam-de-france_6058644_4355770.html)).

surtout à Colmar, à Rennes et dans les régions lyonnaise et parisienne. Le rayonnement de l'AIFD s'opère surtout à travers la chaîne de télévision *Hakk-TV* (« la télévision divine ») qui émet en Europe sur Eutelsat.

Ainsi, la propagande religieuse turque nationale-islamiste passe par plusieurs vecteurs officiels et privés. Les publications et vidéos réalisées par les partis islamistes de Turquie et leurs avatars sont diffusées dans les associations depuis 1995 via la chaîne *Kanal 7* qui émet depuis la Turquie à destination de l'Europe occidentale.

À l'inverse, la nébuleuse de l'imam Fethullah Gülen, le « Hizmet » (« Service ») est une mouvance engagée pour un « islam modéré » et le dialogue « interculturel ». En Europe le mouvement s'est développé d'abord sous forme de lieux de soutien scolaire modestes, dont l'un a été créé à Schiltigheim, au nord de Strasbourg, au début des années 1990. Le mouvement a ensuite mis sur pied deux instances :

- d'une part, des « plateformes d'échanges », visant à rassembler des intellectuels et hommes politiques français d'envergure, valorisant la dimension sociale et œcuménique de leurs actions au profit du « vivre ensemble » dans des communes à forte diversité. Les hommes d'affaires gülenistes se sont également organisés en « groupes d'amitié franco-turcs » et en fédérations, comme celle des Entrepreneurs et dirigeants de France (FEDIF) qui réunit depuis 2006, des entreprises du Grand Est.

- d'autre part, un organe de presse francophone, *Zaman France*, en 2005. D'abord mensuel, puis hebdomadaire à partir de 2008, ce média effectue un travail de journalisme professionnel et traite de sujets variés. Il a rapidement atteint 10 000 abonnés avant d'être contraint à la fermeture en 2016. En effet, la chasse aux sorcières dont les gülenistes font l'objet depuis 2013 et surtout depuis la tentative de coup d'État de 2016, a considérablement affecté leur activité en France.

Contrairement à l'Autriche qui, à partir de 2015, a décidé de reprendre en main la gestion des mosquées et associations culturelles et culturelles musulmanes, la France a adoubé en 2017 l'élection à la tête du Conseil français du culte musulman (CFCM) un fidèle lieutenant d'Erdoğan en la personne d'Ahmet Ogras. Né à Vendôme dans le Loir et Cher au sein d'une famille modeste, cet ingénieur de formation a fait une carrière dans le secteur du tourisme, tenant une agence de voyage dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Membre fondateur de la branche française de l'Union des démocrates turcs européens (UETD) – une association de lobbying en faveur de l'AKP dont il a pris la direction française<sup>1</sup> –, il préside le comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF), instance liée au *Diyanet* et au CFCM. Ce parent par alliance de l'épouse du président Erdoğan a fait partie des organisateurs du grand rassemblement de Turcs d'Europe au Sénat à Paris pour protester contre le projet de loi condamnant la négation du génocide des Arméniens.

## L'ENSEIGNEMENT DU TURC ET L'ENDOCTRINEMENT DE LA JEUNESSE

Toutes ces structures – auxquelles il convient d'ajouter le puissant Müsiad, un syndicat patronal, pro-régime, qui a soutenu financièrement leurs réalisations, et le Groupe scolaire al-Kindi – travaillent très fort depuis des années à consolider leur ancrage au niveau local. Afin d'atteindre leur objectif, en complément de la religion, elles utilisent l'éducation comme moyen pour renforcer leur influence croissante et maintenir la communauté turque locale mobilisée au service des intérêts de la politique d'Erdoğan.

Comme le Qatar et les Frères musulmans – qui, à travers le Qatar Charity, ont contribué au financement des lycées Averroès à Lille et Al-Kindi à Décines – et avec l'appui de ces derniers – qui sont leurs alliés stratégiques islamistes en Europe, en Afrique du Nord, au Proche-Orient comme dans le Golfe –, Ankara compte « récupérer » et formater la jeunesse

diasporique via les lycées turcs islamiques et l'éducation en général<sup>2</sup>. Une façon également d'assurer un réservoir de voix utiles pour l'AKP. Le pouvoir turc voit dans les écoles, les lycées et les structures pédagogiques destinés aux jeunes Français d'origine turque, un moyen efficace d'exercer d'une certaine manière, une forme d'endoctrinement idéologique et religieux. D'où le rejet épidermique du modèle assimilationniste français et des valeurs laïques républicaines, et le besoin viscéral que ressentent les élites turques de pousser à l'endogamie ethno-religieuse par le repli communautariste et l'embrigadement politico-religieux, dès le plus jeune âge.

En matière d'enseignement, outre les lycées, le président Erdoğan souhaite reproduire le modèle mis en place à Strasbourg avec l'inauguration en 2015 du premier lycée

<sup>1</sup> <http://www.slate.fr/story/147834/turquie-france-islam-francais-opa>

<sup>2</sup> <https://www.atlantico.fr/rdv/3572548/l-opa-du-neo-sultan-erdogan-sur-la-diaspora-turque-de-france-et-d-europe-via-les-ecoles-et-les-mosquees-alexandre-del-valle>

du réseau Yunus Emre, groupe scolaire privé ouvertement musulman<sup>1</sup>. Pour ce faire, il peut s'appuyer sur d'anciennes conventions signée en 1978 entre la France, les pays du Maghreb, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la Turquie, qui prévoit l'enseignement des langues et cultures d'origine (ELCO) en marge des cours de l'Éducation nationale, assurés par des fonctionnaires turcs envoyés en France. Ces « professeurs de turc » détachés du ministère turc de l'Éducation seraient au nombre de 200, travaillant au sein d'établissements scolaires français. Il n'existe pas à ce jour de mécanisme de contrôle suffisamment efficace pour surveiller les programmes d'enseignement qui font la part belle au discours islamo-nationaliste officiel en vogue

en Turquie. Notons au passage que les manuels envoyés par le ministère turc aux enseignants des ELCO – au lycée turc de Strasbourg ainsi qu'aux réseaux associatifs turco-islamiques en Europe – véhiculent la propagande ultra-nationaliste, négationniste – référence au « soi-disant génocide arménien » – et fondamentaliste du régime d'Erdoğan. Autant de valeurs en opposition fondamentale avec celles de la France et des démocraties européennes. Signe fort de cet entrisme turc communautariste, l'absence dans ces établissements d'élèves de confession alévie ou d'ethnie kurde, cibles favorites des islamo-nationalistes de ces ELCO<sup>2</sup>.

## INVESTIR L'ESPACE POLITIQUE FRANÇAIS ET RENFORCER LE COMMUNAUTARISME

Parallèlement à leur offensive culturelle et cultuelle, les réseaux turcs islamo-nationalistes se sont investis depuis 2015 dans la vie politique et électorale en créant, à Strasbourg notamment, un parti islamique appuyé par Ankara : le Parti égalité et justice (PEJ). Considéré comme une branche officieuse de l'AKP en France, ce parti est censé recueillir des voix en puisant dans le réservoir de la diaspora turque. Le PEJ a d'abord présenté des candidats dans dix cantons d'Alsace, lors des élections départementales de 2015, puis 52 candidatures aux législatives de 2017 grâce au soutien des réseaux de la COJEP. De Valenciennes à Marseille, cette officine a investi des candidats clairement islamistes – dont des candidates voilées – dont la revendication-phare est la refonte de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État au nom des « *accommodements raisonnables dont les musulmans devraient être les bénéficiaires* »<sup>3</sup>.

Parmi les revendications du PEJ, il convient de relever la demande de faire de l'Aïd « *un jour férié* » et d'« *abolir* » la loi de 2004 – sur l'interdiction du port du voile à l'école, présentée comme « *liberticide et anticonstitutionnelle* » –, un « *moratoire sur la laïcité* » ou encore « *la possibilité de menus de substitution dans les cantines* ». Dans son manifeste de 2015, ce parti a également appelé à abolir la loi sur le mariage entre les personnes de même sexe, votée « *afin de répondre favorablement à un petit lobby influent d'homosexuels* », et s'est ouvertement positionné « *contre le positionnement libertin de la société française pour pouvoir revenir à la cellule familiale traditionnelle* ». Depuis, le PEJ a reformulé son programme après avoir soulevé une polémique, et a même reconnu qu'il y avait peut-être certaines personnes qui avaient « *une influence un peu sectaire concernant les sujets de société* ».

Le géopolitologue Alexandre Del Valle s'est inquiété du discours de ce parti dont les propos tendancieux sur « *le petit lobby influent d'homosexuels* » en France, ou sur la nécessité d'abolir les lois républicaines antivoile islamique révèlent son idéologie islamiste<sup>3</sup>. Signe fort, le PEJ a ouvertement inscrit lors des élections départementales de 2015 « le communautarisme comme une priorité » ; sa rhétorique invoque continuellement « le vivre-ensemble », la « diversité » et la nécessaire « lutte contre l'islamophobie », ou encore le soutien à la cause palestinienne. De même, il s'inscrit en faux contre la théorie du genre. D'après l'ex-adjointe au maire de Strasbourg, Mine Günbay, notamment chargée des droits des femmes, citée par Alexandre Del Valle, l'objectif réel du PEJ, est de faire de la capitale alsacienne un « laboratoire politique de l'AKP » au pouvoir à Ankara, et non de promouvoir l'intégration.

Le Parti égalité justice est officiellement lié au Conseil pour la justice, l'égalité et la paix (COJEP), l'ONG internationale qui relaie partout officiellement l'AKP. Proche du Milli Görüş, elle a son siège à Strasbourg et dispose de relais institutionnels auprès du Conseil de l'Europe. Elle organise régulièrement des réunions et des conférences sur les échanges internationaux, sur le terrorisme et en particulier sur le PKK. En janvier 2017, l'une d'elles a été organisée avec la fondation turque Seta, alignée sur les idées de l'AKP<sup>4</sup>.

Son président-fondateur, Ali Gedikoglu, natif de la ville d'Antalya, est considéré comme le leader des pro-Erdoğan à Strasbourg. Cet influent lobbyiste, co-fondateur et président-honoraire du PEJ, n'a jamais caché ses accointances avec le régime du président Erdoğan, « *un homme authentique grâce*

<sup>1</sup> <https://yunus-emre.fr/le-lycee-yunus-emre/>

<sup>2</sup> <https://www.atlantico.fr/rdv/3572548/l-opa-du-neo-sultan-erdogan-sur-la-diaspora-turque-de-france-et-d-europe-via-les-ecoles-et-les-mosquees-alexandre-del-valle/>

<sup>3</sup> <https://www.rue89strasbourg.com/parti-egalite-justice-nouveau-parti-musulman-80105/>

<sup>4</sup> <https://www.dna.fr/politique/2017/06/08/le-parti-issu-des-reseaux-pro-erdogan>

auquel le peuple turc a retrouvé une fierté» déclarait-il en 2014 à *Slate.fr*<sup>1</sup>. Dans ses interventions publiques, le dirigeant de la COJEP ne manque pas une occasion de dénoncer la turcophobie et l'islamophobie en France, ou encore de prendre la défense de la cause palestinienne. L'homme est apparu également sur *Facebook* lors d'une manifestation pro-Erdoğan organisée en mars 2016, place Kléber à Strasbourg. « Où que vous les voyiez, crachez au visage de tous ceux qui éprouvent de la sympathie pour ces bâtards ! » écrivait-il au lendemain de la tentative de coup d'État en Turquie en juillet 2016, au sujet de tous ceux qui soutenaient les putschistes anti-Erdoğan<sup>2</sup>.

La COJEP décline ses activités à l'échelle internationale sous l'étiquette de COJEP International. Elle dispose de sept représentations régionales dans le monde : Europe, Asie, Asie centrale, Moyen-Orient, États-Unis, Amérique du Sud et Balkans. Elle est membre du Conseil économique et social des Nations-Unies, de la Conférence des organisations internationales non-gouvernementales du Conseil de l'Europe, et membre partenaire du Comité de liaison des ONG à l'UNESCO.

Ali Gedikoglu est également le cofondateur du site d'info turc francophone *Medyatürk.info*, animé par des « bénévoles amoureux de l'actualité » mais dont les contenus sont très orientés et qui relaie les principaux thèmes de prédilection du PEJ (homosexualité, rejet du darwinisme, antisémitisme, critiques acerbes des Kurdes, des Arméniens, etc.).

### ■ Un cas d'entrisme : les municipales de 2020

Après avoir été reportée de trois mois, le second tour des élections municipales en France a eu lieu le 28 juin 2020. Ces élections ont été marquées par un record d'absentéisme mais aussi par la montée en puissance d'une nouvelle génération de candidats issus de l'immigration turque, ayant grandi sur le sol français et entretenant des liens étroits avec leur pays d'origine, notamment en région Rhône-Alpes – connue pour avoir été une place forte du militantisme arménien dans les années 1970 et 1980 – et dans le Grand Est, principaux pôles de la diaspora turque en France. La politique intérieure française ne peut plus les ignorer :

- Dans l'agglomération lyonnaise, le président du Centre culturel franco-turc, İzzet Doganel, fidèle partisan d'Erdoğan, s'est joint à une liste de candidats soutenus par l'ancien maire et ex-ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. Doganel a même organisé une réunion dans sa municipalité pour le président turc.

Depuis 2016 et en réaction aux lois mémorielles, la présence des Turcs nationalistes est de plus en plus visible sur internet et les réseaux sociaux. Qu'ils agissent suite aux incitations du gouvernement turc ou bien dans le cadre de mobilisations plus spontanées, leurs initiatives « patriotiques » se multiplient. Elles visent à diffuser une image positive de la Turquie, pays où « il fait bon vivre », de ses succès économiques et à présenter la grandeur de son passé ottoman. En 2016 un nouveau média franco-turc, *RedAction Media*, est créé « afin d'apporter un nouveau regard sur la Turquie » et de lutter contre la « désinformation des médias traditionnels ». Preuve de son succès, en 2019, il était suivi par 20 000 personnes sur *Facebook*. Porté par Öznur Küçük Sirene, une jeune Turque diplômée du lycée Saint-Benoît d'Istanbul et de Sciences Po, ce site défend passionnément le gouvernement d'Ankara et sa rhétorique expansionniste. Les médias communautaires turcs peuvent compter également sur les services en langue française de l'agence officielle turque *Anadolu* et de la rédaction francophone de la très officielle TRT.

- À Valence, ville de 65 000 habitants – dont plus de 15 000 Arméniens –, Nicolas Daragon, familier de l'Arménie, avait par le passé signé une charte d'amitié avec Stepanakert, capitale de la République autoproclamée de l'Artsakh (ex Haut-Karabagh). Pour les municipales il a intégré sur sa liste un militant franco-turc, Yasin Yildirim, soupçonné de nier la réalité du génocide de 1915.
- À Vénissieux, le député « macroniste » Yves Blein, a fait alliance avec un dirigeant local de la communauté turque nommé Yalcin Ayvali. Ce dernier ne cache pas sa proximité avec le président turc Recep Tayyip Erdoğan. En 2017, il s'était présenté aux élections européennes sous la bannière du Parti de la justice pour l'égalité (PEJ). En outre, Yalcin Ayvali a régulièrement relayé des tweets d'Elias Imzalene, considérée comme une « agitatrice salafiste ». Au premier tour des élections municipales, le candidat pro-Erdoğan s'est présenté sans étiquette, indiquant qu'il

<sup>1</sup> <http://www.slate.fr/france/84909/municipales-strasbourg-liste-turcs>

<sup>2</sup> <https://www.lefigaro.fr/elections/legislatives/2017/06/07/38001-20170607ARTFIG00287-legislatives-la-turquie-d-erdogan-s-invite-t-elle-dans-les-urnes.php>

n'appartenait plus au PEJ. Avec 5% des voix, il est parvenu à se hisser au second tour, ce qui lui a permis de conclure une alliance avec Yves Blein.

- À Meyzieu, petite ville située près de Décines qui abrite d'importantes communautés turques et arméniennes, le candidat à la mairie, Christophe Quiniou a formé une alliance avec un candidat franco-turc nommé Michaël Hamza Ozer, supposé proche de la mouvance nationaliste

### ▪ La diaspora, réservoir de voix pour l'AKP

Afin de favoriser l'ancrage de la DITIB à Strasbourg, le consulat de Turquie s'appuie sur les réseaux conservateurs turcs locaux de Milli Görüs et l'association COJEP. La DITIB strasbourgeoise a ainsi créé des postes pour plusieurs de ses figures, parmi lesquelles Saban Kiper, ancien élu municipal socialiste évincé de la liste de Roland Ries en 2014 pour sa proximité avec l'AKP et ancien vice-président de la COJEP, ainsi que l'entrepreneur Murat Ercan, vice-président de la COJEP et membre de la DITIB. Par ce biais, les consulats sont parvenus à opérer une sorte de rapprochement entre Milli Görüs – naguère en opposition frontale avec les kémalistes – et la *Diyanet*, au-delà du socle commun islamo-conservateur. L'objectif étant de cimenter et d'accroître le contrôle sur la diaspora turque appelée à voter en masse pour Erdoğan.

À l'occasion de la première élection présidentielle turque au suffrage universel, en 2014, la Turquie a ouvert pour la première fois des bureaux de vote dans tous ses consulats et ambassades, soit sept lieux de vote en France : Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Paris-Boulogne-Billancourt, Strasbourg. On estime à trois millions le nombre de ressortissants disposant d'une carte d'identité turque autorisés à voter à l'étranger. Parmi eux, 2,6 millions résident en Europe, dont 1,4 million en Allemagne et 320 000 en France. Cela peut sembler résiduel, compte tenu des 55 millions de votants en Turquie, mais c'est là un contingent qui peut

turque<sup>1</sup>. L'alliance avec Ozer a poussé la plupart des candidats arméniens à se retirer de la liste de Quiniou. Divisés et affaiblis par des querelles politiciennes en interne, les élus locaux d'origine arménienne et le tissu associatif militant n'ont pas été en mesure d'exercer une pression sur les candidats soupçonnés de relayer sur le territoire national des thèses négationnistes et racistes.

s'avérer décisif lorsque l'issue du scrutin est incertaine<sup>2</sup>. Lors des élections de 2014, le candidat Erdoğan a recueilli en France le score confortable de 66,02% des suffrages, soit bien plus que la moyenne nationale turque (51,79%).

Lors des législatives de 2015, l'AKP a recueilli 50,67% des suffrages en France – contre 40,86% en Turquie – et jusqu'à 74,59% à Lyon<sup>3</sup>, région où la communauté turque est historiquement plus marquée par le conservatisme et le nationalisme. Pour la venue d'Erdoğan au Zénith de Strasbourg en octobre 2015, la DITIB Strasbourg avait distribué des billets d'entrée à ses membres. Son logo figurait sur la scène du meeting, comme celui du Millî Görüs. Un mois avant les élections législatives anticipées turques, la DITIB prétendait ne pas faire de politique : officiellement le président Tayyip Erdoğan n'était pas en campagne mais venait communiquer sur l'action antiterroriste qu'il entendait mener contre les Kurdes du PKK, dans le sud-est de la Turquie, au bord de la guerre civile.

Les votes du consulat de Turquie à Lyon ont surtout battu tous les records en 2017, à l'occasion du référendum constitutionnel visant à créer un régime hyper présidentiel : 86% pour le oui.

## LES RELAIS DE L'ULTRA-DROITE TURQUE EN FRANCE

Dans le contexte du rapprochement entre l'AKP et le MHP, les réseaux diasporiques de l'ultra-droite turque, qui évoluaient jusqu'au début des années 2010 avec leur propre agenda, se sont alignés sur la politique d'Ankara. Selon le politologue et sociologue Hamit Bozarslan, « *la Turquie, qui n'a jamais accepté la souveraineté des pays d'accueil, s'occupe depuis longtemps de sa diaspora. Mais depuis l'arrivée d'Erdoğan au pouvoir en 2003, et avec les mouvements protestataires de 2013, cette*

*gestion extraterritoriale s'est renforcée et a été théorisée. Le mot d'ordre : n'oubliez pas que vous êtes Turcs et que vous représentez la nation à l'étranger* »<sup>4</sup>.

Officiellement, la Fédération turque de France déclare poursuivre des activités caritatives, organiser des voyages en Turquie, des pèlerinages à La Mecque et des funérailles. Mais sa page Facebook multiplie les références aux figures

<sup>1</sup> [https://twitter.com/collectif\\_van/status/1277612174328967169?lang=en](https://twitter.com/collectif_van/status/1277612174328967169?lang=en)

<sup>2</sup> Ségolène Débarre & Gae Petek, Histoire des Turcs de France, op. cit.

<sup>3</sup> Ibid., p. 190

<sup>4</sup> <https://www.nouvelobs.com/monde/20201210.0B537315/qui-se-cache-derriere-la-federation-turque-de-france.html>

de proue du panturquisme et du pantouranisme (Ziya Gökalp, Arpaslan Türkes, etc.) et affiche une solidarité totale avec l'Azerbaïdjan dans la guerre du Haut-Karabagh. Son président, Orhan İlhan, originaire de Metz<sup>1</sup>, affiche sans ambiguïté son affiliation au MHP, arborant même le signe des Loups gris. Le compte *Twitter* de cet ultranationaliste turc est truffé de références au groupuscule. On peut y voir un loup hurlant sur une demi-lune, symbole du mouvement et de nombreuses photos de lui aux côtés du leader du MHP, Devlet Bahçeli<sup>2</sup>.

Les militants de la tendance ultra-nationaliste disposent également dans la région Rhône Alpes d'un média, la radio communautaire MIT (*Made In Turkey*) qui a joué un rôle éminent dans l'appel à la mobilisation contre la loi pénalisant le négationnisme. D'après le rapport de la DCRI de 2012, il s'agit d'une petite structure basée à Lyon et animé par une équipe de militants nationalistes sensibles au panturquisme. Il est d'ailleurs probable que le jeu de mot sur l'acronyme de cette radio – MIT est le nom des services secrets turcs – soit tout sauf fortuit.

Les réseaux nationalistes turcs de tendance kémalistes disposent aussi du site *turquie-news.com* qui, depuis 2007, relaie activement le discours nationaliste et négationniste turc en France à l'adresse des Grecs, des Kurdes et des Arméniens. Porte-voix du pouvoir turc mais aussi azerbaïdjanais dans une logique panturquiste, ce site de bénévoles propose des dossiers consacrés aux questions kurde, ouïghoure et surtout question arménienne, rappelant à l'envi le souvenir des attentats de l'ASALA. Appelant les Turcs de France à défendre l'image de leur pays d'origine, ternie par ce qu'ils perçoivent comme une turcophobie ambiante, la rédaction du site se garde bien de présenter le visage pluriel de la Turquie, ni de traiter des sujets en lien avec les manquements à la démocratie et aux droits de l'homme.

Enfin, le centre culturel Anatolie<sup>3</sup> créé en 1984 et basé dans le IX<sup>e</sup> arrondissement de Paris – il organise des cours de langue turque et de nombreuses manifestations culturelles –, se veut une vitrine « présentable » de la nébuleuse nationaliste turque en France. Son président, Demir Onger, cardiologue installé dans l'Hexagone depuis ses études, affiche une forte proximité avec le discours officiel turc visant à contrer les actions de lobbying des organisations arméniennes, grecques et kurdes.

En réaction à l'effort des organisations arméniennes de France pour faire voter la loi reconnaissant le génocide

de 1915 (2001), puis celle condamnant sa négation (2012), les négationnistes turcs se sont appuyés sur des moyens mis à leur disposition par les officines d'Ankara. C'est le cas notamment l'Association pour la pensée d'Atatürk (*Atatürkçü Düşünce Derneği/ADD*<sup>4</sup>) et surtout du Comité Talaat Pacha – du nom de l'ancien dirigeant Jeune-Turc, co-organisateur du génocide. Ce comité a été créé en 2005 avec à sa tête l'ancien président turc Suleyman Demirel, l'ancien leader chypriote turc, Rauf Denktaş, et Dogu Perinçek, le chef de file du Parti des travailleurs (*İşçi Partisi*). Ce dernier incarne une synthèse baroque mêlant eurasisme turc, maoïsme, anti-impérialisme et ultra-nationalisme. Le but de cette organisation paraétatique consiste à propager à l'extérieur des frontières de la Turquie le déni officiel et à présenter aux Turcs de la diaspora, les lois mémorielles comme un « projet impérialiste ». Le Comité a organisé de nombreuses manifestations en France, en Suisse et en Allemagne, notamment en mars 2006 une marche en hommage à Talaat à Berlin où cet ancien ministre de l'intérieur Jeune-Turc et ordonnateur du génocide, fut abattu en 1921 par un « vengeur » arménien. Toutefois, le négationnisme d'État turc n'est pas parvenu à franchir le seuil de la plupart des campus d'Europe et d'Amérique. Le développement des *Genocide Studies* ou encore la montée en puissance d'une nouvelle génération d'historiens turcs « dissidents » ont eu raison des négationnistes et de leurs thèses.

Pour leur part, sans bénéficier d'une existence légale, les Loups gris se regroupent en France et en Europe occidentale au sein de différentes associations de façade, telle la Fédération turque de France (*Fransa Türk Federasyonu/FTF*), affiliée au MHP. Suite à leur interdiction en France en novembre 2020, elle a diffusé un communiqué de condamnant une mesure qui ne la concerne pas, révélant ainsi ses accointances avec ce groupe violent<sup>5</sup>. La FTF a refait parler d'elle fin 2020 : un article de *L'Obs*<sup>6</sup> indique que cette structure ultra-nationaliste, chapeauté par la Confédération européenne turque, présente dans huit autres pays, est présidée par le député MHP d'Istanbul, Cemal Cetin.

La FTF était d'ailleurs déjà épinglée par un rapport de la DCRI<sup>7</sup> datant de 2012, suite à l'organisation d'une marche de protestation contre le projet de loi pénalisant la négation du génocide des Arméniens. Dans ce rapport, la DCRI est parvenue à établir une cartographie de la nébuleuse extrémiste turque à l'occasion des manifestations organisées par la FTF. Certains militants Loups gris agissant en France ont ainsi été fichés. C'est notamment le cas de Yusuf Ziya Arpacık, paramilitaire qui a été impliqué dans de nombreuses

<sup>1</sup> <https://www.facebook.com/ilhaan.orhan>

<sup>2</sup> [https://twitter.com/orhanilhan\\_?lang=en](https://twitter.com/orhanilhan_?lang=en)

<sup>3</sup> <https://cca-anatolie.com/>

<sup>4</sup> <https://add.org.tr/>

<sup>5</sup> <https://www.turquie-news.com/communiqué-de-presse-de-la-fédération-turque-de>

<sup>6</sup> Nathalie Funès, « Qui se cache derrière la Fédération des Turcs de France ? » *L'Obs*, 10/12/2020

<sup>7</sup> Direction centrale du renseignement intérieur, devenue en 2014 la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSJ).

opérations violentes, pilotées directement ou indirectement par la Turquie. Son parcours est édifiant : né en 1958, il s'est engagé dans les Foyers idéalistes, a échappé à la prison par deux fois, a organisé des attentats contre les "ennemis des Turcs" à l'étranger, a été garde du corps d'Alparslan Türkeş, est allé se battre contre les Arméniens du Karabakh aux côtés des Azéris au début des années 1990 et contre les Américains en Irak, aux côtés de la minorité turkmène, à partir de 2003.

Le décret du ministère de l'Intérieur du 1er novembre 2020 déclarant l'interdiction des Loups gris laisse toutefois songeur. En effet, il s'agit d'un « groupement de fait » n'ayant pas d'existence légale officielle dans notre pays. Dès lors, comment l'interdire ? Cette décision a à l'évidence une portée davantage politique que pratique, surtout si l'on considère qu'aucune de entités nationalistes turcs en France n'a été inquiétée, pas même la Fédération des Turcs de France, abritant les Loups gris.

# 4. L'AZERBAÏDJAN ET SES RÉSEAUX : LE PANTURQUISME AU SERVICE DE LA RECONQUÊTE DU HAUT-KARABAKH

## DES LIENS ÉTROITS ET ANCIENS AVEC LA TURQUIE

### ▪ L'armée islamique du Caucase

Tandis que la Première Guerre mondiale sonne le glas des ambitions ottomanes en Europe et en Orient, les dirigeants jeunes-turcs font le pari du pantouranisme, tournant leur regard le pétrole de la Caspienne et ses rivages peuplés de populations turciques. Alors que la révolution bolchévique de l'automne 1917 entraîne la dislocation de l'armée russe du Caucase et la dissolution de la vice-royauté du Caucase, remplacée par une improbable et fragile République démocratique fédérative de Transcaucasie, les Ottomans en profitent pour reprendre des territoires cédés aux Russes en Arménie. Cherchant des soutiens auprès des tatars musulmans, Enver Pacha, ministre de la Guerre ottoman, et coorganisateur du génocide de 1915, lance un programme d'expansion panturquiste en direction du Caucase et de l'Asie centrale. Il rassemble neuf divisions du front du Caucase, pour libérer l'Azerbaïdjan et la ville de Bakou, alors dominée par un comité communiste arménien présidé par Stepan Chahoumian.

Cette armée allait rencontrer la résistance désespérée des Arméniens craignant le parachèvement du génocide

à Sardarabat (21-29 mai 1918). Mais abandonnés par les Russes et les Franco-Britanniques, ils sont contraints d'accepter le traité de Batoum, signé le 4 juin 1918, qui accorde à l'Arménie un territoire réduit à sa portion congrue (9 000 km<sup>2</sup>) autour d'Erevan et du lac Sevan. Puis l'armée d'Enver Pacha parvient à s'emparer du chemin de fer caucasien et poursuit sa marche sur Bakou. Le 19 juin 1918, Enver Pacha crée l'armée islamique du Caucase dont il confie le commandement à son demi-frère Nouri Pacha, fervent partisan du panturquisme. Cette armée, forte de 20 000 hommes, a pour conseiller idéologique, l'intellectuel azerbaïdjanais Ahmad Agayev, exilé à Istanbul depuis 1909. Elle prend Bakou le 15 septembre, massacrant la population arménienne de la ville. L'armée islamique du Caucase est dissoute après l'armistice de Moudros signée le 30 octobre 1918 ; entre-temps l'Azerbaïdjan a proclamé son indépendance. L'épopée de cette armée panturquiste est maintes fois évoquée par les dirigeants turcs et azéris, comme lors du défilé de la victoire à Bakou le 10 décembre 2020<sup>1</sup>.

### ▪ Les origines du panturquisme et du nationalisme en Azerbaïdjan

Si l'historiographie du nationalisme panturquiste retient surtout les figures centrales d'Ali Atsiz et de Ziya Gökalp, celle de l'Azerbaïdjan regarde plus à l'est sur les rivages de la mer Caspienne. Outre l'apport du penseur tatar Yusuf Akçura (1876-1935), un des fondateurs du nationalisme turc, elle souligne le rôle joué par l'idéologue panturquiste azéri Ali Hüseyinzade (1864-1940), qui eut pour disciple notamment Ziya Gökalp. Formé à Tiflis et Saint-Pétersbourg, il a été l'un des cofondateurs du Comité Union et Progrès, responsable de l'extermination des populations chrétiennes de l'Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale. En 1910, il s'installe à Istanbul et un an plus tard occupe un poste de premier plan au sein du parti Jeune-Turc. De 1915 à 1916, en

plein génocide, il se rend dans plusieurs capitales européennes pour plaider la cause panturquiste. Lors de la proclamation en 1918 de la République démocratique d'Azerbaïdjan, il rentre dans son pays natal. Son activité consiste en grande partie à chercher l'appui de l'Empire ottoman pour aider le jeune État à libérer Bakou de la commune bolchévique mise en place par des communistes arméniens et russes. Après la soviétisation du pays en avril 1920, il s'installe définitivement en Turquie où il finira ses jours. Un autre intellectuel et écrivain, Mammad Amin Rasulzadeh (1884-1955), est l'un des plus illustres personnages de l'historiographie moderne azérie. Il a joué un rôle important dans la vie politique de son pays en fondant le parti Hümmet, avant de rejoindre le

<sup>1</sup> <https://mirrorspectator.com/2020/12/11/at-baku-victory-parade-with-erdogan-aliyev-calls-yerevan-zangezur-sevan-historical-azerbajani-lands-erdogan-praises-enver-pasha/>  
[https://modern diplomacy.eu/2020/12/16/37624/?fbclid=IwAR35HwNMPZNM4JgYNToJ65nY1omvm0NUwni7N30eqYxDGEWLSMZFXZL\\_L74](https://modern diplomacy.eu/2020/12/16/37624/?fbclid=IwAR35HwNMPZNM4JgYNToJ65nY1omvm0NUwni7N30eqYxDGEWLSMZFXZL_L74)

parti Musavat (« Égalité ») en 1913. Il déclare la naissance de la République démocratique d'Azerbaïdjan en 1918 et fonde l'université d'État de Bakou. Lors de la soviétisation de 1920, il s'exile en Turquie où il se consacre à un pamphlet sur le panturquisme qu'il percevait davantage comme une question culturelle qu'un programme politique<sup>1</sup>.

L'historien Alexandre Bennigsen, spécialiste de l'islam soviétique, a noté depuis longtemps que l'hostilité des Azéris contre les Arméniens est à la base de leur nationalisme, tandis que les Russes n'occupent que la deuxième place dans les rangs des étrangers haïs. Cette haine est peut-être à la mesure du malaise que les Azéris éprouvent à forger leur identité. Celle-ci demeure historiquement écartelée entre plusieurs sphères culturelles dont elle se revendique.

### ▪ Le panturquisme, idéologie bien ancrée en Azerbaïdjan

Depuis son indépendance retrouvée en 1991, l'Azerbaïdjan ne fait pas mystère de son penchant panturquiste. Mais si cette idéologie dispose de relais d'influence au sein de la classe politique azerbaïdjanaise, elle n'est pas la matrice de cet État turcophone laïque à majorité chiite fondé en 1918<sup>1</sup>. Les élites azéries perçoivent le panturquisme comme un idéal d'unité avec le grand frère turc, caressant le dessin de rayer l'Arménie de la carte. Mais avant toute chose le panturquisme est un levier de puissance ; une façon de prévenir la menace ressentie à Bakou par le voisinage ombrageux de la Russie impérialiste au nord et de l'Iran prosélyte au sud.

Si le panturquisme n'est pas le seul courant qui détermine la politique étrangère de l'Azerbaïdjan, il a contribué avec la chute de l'URSS à fixer un cap et sert de levier pour asseoir les ambitions de ses dirigeants. L'éphémère second président de la république Albufaz Eltchibay (juin – septembre 1993) se servit du panturquisme pour mener une politique aventuriste vis-à-vis de l'Iran en pleine guerre contre les Arméniens. Il fut renversé quelques mois après son entrée en fonction par Heidar Aliyev, ancien patron du KGB azéri, plus pragmatique.

Si la relation turco-azérie est trop souvent caricaturée par sa dimension asymétrique et le paternalisme affiché des élites turques, elle demeure une question consensuelle qui dépasse tous les clivages partisans à l'exception du HDP, le parti pro-kurde. Elle est du reste, renforcée par l'importante communauté azérie résidant en Turquie et le nombre croissant de mariages mixtes qui attestent une meilleure interconnaissance des sociétés anatolienne et du Caucase. Car, pour rappel, l'Azerbaïdjan n'a jamais été intégrée à l'Empire ottoman.

Tout d'abord le monde iranien, où se trouve la majeure partie de leurs frères<sup>2</sup>. La Perse a été la puissance hégémonique au Sud-Caucase pendant vingt-cinq siècles et le chiisme demeure la religion majoritaire du pays. Jusqu'à l'aube du XXe siècle, les élites azéries se revendiquaient davantage du monde persan que du monde turc – dont ils parlent la langue -, considéré comme moins prestigieux. Cette ambivalence explique notamment la difficulté des élites tatars – le terme azéri ne devient courant qu'à partir de 1918 – à choisir la langue officielle du futur État : turc ou persan ? Les Azéris se revendiquent également tantôt de l'ancien royaume chrétien de l'Albanie du Caucase, tantôt du monde turcique qui puise ses racines en Asie centrale et dans les invasions seldjoukides du XIe siècle.

Aujourd'hui l'État azerbaïdjanais qui a obtenu une revanche militaire sur l'Arménie en novembre 2020 reconquérant la totalité des sept districts entourant l'ancienne région autonome du Haut-Karabagh, jouit des fruits de la rente gazière et pétrolière et d'une alliance géostratégique avec le grand frère turc. Partenaire commercial de premier plan de la Turquie, l'Azerbaïdjan est le premier investisseur étranger dans le pays. Le chantier pharaonique du troisième aéroport d'Istanbul a été construit grâce à la SOCAR, la compagnie des pétroles d'Azerbaïdjan. Fort de leur victoire militaire, les dirigeants turcs et azéris ne font pas mystère de leurs velléités d'annexer des territoires situés en Arménie. C'est le cas du Zangézur, bande montagneuse stratégique qui coupe l'Azerbaïdjan de son exclave du Nakhitchevan ; mais aussi du lac Sevan ou encore d'Erevan considérée comme ville historiquement azerbaïdjanaise<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Lors de l'indépendance proclamée en 1918, de grandes familles arméniennes, magnats du pétrole comme les Mantachev, les Ghougassiantz ou les Mirzoyan ont contribué à la fortune la capitale azerbaïdjanaise, ville alors cosmopolite et « européenne ».

<sup>2</sup> <https://jam-news.net/response-to-aliyevs-statements-claims-on-the-territory-of-armenia-yerevan-zangezur-syunik-sevan/>

## LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS FRANCO-AZÉRIES

Trois raisons principales justifient l'importance de premier plan de la France aux yeux de la diplomatie azerbaïdjanaise. Notre pays abrite la diaspora arménienne la plus structurée d'Europe ; il y aurait près de 70 000 ressortissants azéris

vivant en France selon les statistiques officielles de l'Azerbaïdjan, dont de nombreux étudiants<sup>1</sup>. Par ailleurs, Paris co-préside le Groupe de Minsk ; enfin, la France enfin constitue un partenaire commercial privilégié.

### ▪ Le développement des échanges

Certes, la France revendique une amitié multiséculaire avec l'Arménie, cimentée par la diaspora, la traditionnelle francophilie des Arméniens, ou encore le souvenir du royaume médiéval arménien de Cilicie dont les deux derniers souverains étaient français.

Mais aux yeux de Paris, il convient de ne pas négliger le partenariat économique et stratégique avec l'Azerbaïdjan trois fois plus peuplé et bien mieux lotie que l'Arménie. Et lorsque des contrats importants se jouent, la France peut interpréter de façon « souple » des textes juridiquement peu contraignants sur les ventes d'armes à des pays en guerre.

En 2019, les flux commerciaux entre la France et l'Azerbaïdjan représentaient 749 millions d'euros, en hausse de 21,9% par rapport à 2018<sup>2</sup>. Les exportations françaises vers l'Azerbaïdjan ont augmenté de 26,1%, à 143 millions

d'euros, tandis que ses importations, presque exclusivement constituées de pétrole brut, ont crû de 20,9%, à 606 millions d'euros. Le solde commercial, traditionnellement déficitaire, s'est creusé à 462 millions d'euros. L'intensité de ces échanges est sans commune mesure avec le commerce bilatéral résiduel franco-arménien qui ne dépasse guère les 80 millions d'euros, en dépit d'une hausse significative<sup>3</sup>.

Au plan stratégique, la vente à l'Azerbaïdjan de satellites d'observation optique, par Airbus Defence and Space sous la présidence de François Hollande – en dépit de sa proximité avérée avec la branche française de la FRA Dachnaksutiun, le parti socialiste arménien – est passée relativement inaperçue<sup>4</sup>. Si Airbus vante les qualités d'observation de ce satellite ; les médias azerbaïdjanais ne se sont pas trompés en soulignant la finalité militaire de leur acquisition<sup>5</sup>.

### ▪ L'importance des ventes d'armes

Faute de détails, on ignore exactement quelles armes sont vendues par la France au régime d'Aliyev. Sans donner de précisions, les rapports au Parlement sur les exportations d'armement indiquent seulement qu'en 2015 et en 2016, des équipements militaires d'une valeur totale de 148,2 millions d'euros ont été livrés par la France à l'Azerbaïdjan. On sait que Thales a fourni du matériel électronique pour moderniser les chars T-90 achetés par l'Azerbaïdjan en 2011 et que Safran a livré des systèmes d'optronique pour les hélicoptères de l'armée de l'air locale. En 2019, « des licences » ont été accordées pour un montant total de 216,4 millions d'euros, dont 190 millions pour du « matériel de conduite de tir et d'alerte ». Un chiffre cité aussi par les députés du groupe Écologie Démocratie Solidarité, composé notamment de dissidents de La République en Marche, qui ont appelé le 14 octobre 2020, le gouvernement français « à suspendre sans délai » ces ventes<sup>6</sup>. « Les exportations françaises d'armement à

*l'Azerbaïdjan viennent brouiller et contraindre fortement une prise de position claire de la France sur le conflit du Haut-Karabakh »,* écrivent les parlementaires dans un communiqué.

En effet, certains matériels, prétendument à usage civil, sont en réalité utilisés par les forces azerbaïdjanaises pour faire la guerre. Tel est le cas du satellite *AzerSky* d'observation haute définition d'Airbus Defence and Space, mis en orbite en 2014, qui devait officiellement surveiller exclusivement les champs pétroliers et gaziers de Bakou. Mais, comme l'indique le site *Caspian News*, « *AzerSky* fournit des services dans les domaines de la défense et de la sécurité »<sup>7</sup>. Peu après le lancement de l'engin spatial, le site *Le Caucase* a de son côté révélé en mai 2015 qu'un groupe de travail a réuni des représentants des ministères azerbaïdjanais de la Sécurité nationale, de la Défense et de l'Intérieur et des experts d'Airbus Defence and Space, dans la principale station de contrôle au sol

<sup>1</sup> <http://www.diaspora.az/> Cette communauté, d'implantation plus récente, dispose d'un niveau culturel plus élevé que la communauté issue de Turquie.

<sup>2</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/AZ/le-commerce-bilateral-france-azerbaïdjan-en-2019/>

<sup>3</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/AM/relations-bilaterales/>

<sup>4</sup> <https://decryptageo.fr/airbus-defence-space-annonce-le-lancement-commercial-du-satellite-spot-7/>

<sup>5</sup> <https://www.azernews.az/business/82748.html/>

<sup>6</sup> <https://www.nouvelobs.com/monde/20201015.OBS34789/karabakh-quand-la-france-arme-l-azerbaïdjan.html>

<sup>7</sup> <https://caspiannews.com/news-detail/azerbaïdjan-american-satellite-operators-team-up-to-improve-data-service-in-europe-2020-4-17-46/>

d'Azerbaïdjan<sup>1</sup>. Il s'agissait de « *démontrer les caractéristiques du satellite, l'utilisation concrète de l'imagerie dans le cadre de missions militaires et les avantages de la géo-intelligence data pour assurer le contrôle d'opérations militaires à distance* ». Autrement dit, le satellite « civil » *AzerSky* permet à Bakou de diriger à distance des opérations militaires contre des cibles arméniennes. Le coût du programme *AzerSky*, selon le ministre azerbaïdjanais des communications, s'élèverait à 157 millions euros.

Mais le déclenchement de l'offensive turco-azérie au Haut-Karabakh le 27 septembre dernier a momentanément mis fin aux espoirs des groupes d'armement français en Azerbaïdjan, car l'OSCE a déclaré un embargo sur la vente d'armes à destination des deux belligérants. Selon les informations de la lettre confidentielle *Intelligence Online*, Paris espérait vendre des navires, des satellites d'observation, voire des systèmes antiaériens<sup>2</sup>. Un juteux contrat – présenté comme « purement défensif » – a ainsi été suspendu concernant la vente missiles de la société

MBDA, filiale d'Airbus, de BAE Systems et de Leonardo. Il s'agit des systèmes ASTER-30-SAMP/T, de moyenne et longue portée, et Vertical Launch-MICA. Ces défenses antiaériennes très performantes, capables de neutraliser les missiles arméniens, pourraient « sanctuariser » Bakou, modifiant ainsi sensiblement l'équilibre des forces. Ce marché est évalué entre 1 et 3 milliards d'euros.

Paris et Bakou étaient également en pourparlers pour la vente trois navires de guerre destinés à sécuriser les installations *off-shore* de forages pétroliers en mer Caspienne – des patrouilleurs *Gowind* fabriqués par Naval Group – pour un montant estimé à 430 millions d'euros. Mais ce contrat a été bloqué par le président Ilham Aliyev, vexé de l'arménophilie affichée par le président Macron, lequel, lors de son déplacement au sommet de la francophonie d'Erevan en octobre 2018, avait annulé une étape à Bakou programmée pour la signature de ce contrat.

## L'ACTIF LOBBYING AZERBAÏDJANAIS EN FRANCE

En dépit de la forte influence de sa diaspora arménienne, l'achat de ces nombreux équipements à la France avait fait espérer à Bakou une défense publique et médiatique plus forte de ses positions diplomatiques par Paris, mais cela ne s'est pas produit. L'Azerbaïdjan cherche donc désormais à se doter d'un cabinet de communication de crise dans la capitale française, perçue comme potentiellement influente dans le conflit. Elchin Amirbekov, l'ancien ambassadeur en France, aujourd'hui conseiller de la vice-présidente et première dame, Mehriban Aliyeva, supervise notamment cette demande. Mais il s'avère compliqué de recruter une société à l'issue du conflit, surtout pour un pays classé 168e sur 180 par Reporters Sans Frontière pour la liberté de la presse (2019) et régulièrement cité pour ses méthodes d'affaires publiques peu respectueuses des règles de transparence. Pire, les précédents contrats de ce type avec des cabinets de communication français ont tourné au vinaigre, comme s'en faisait l'écho *La Lettre A*<sup>3</sup>.

### ▪ Séduire médias et politiques

En 2017, le journal britannique *The Guardian* a publié une enquête<sup>4</sup> sur le lobbying de l'Azerbaïdjan, financé par le blanchiment d'argent. Selon celle-ci, entre 2012 et 2014,

En effet, malgré des sommes colossales dépensées auprès de divers cabinets de communication pour redorer son blason, la République d'Azerbaïdjan n'a pas bonne presse. Corruption, népotisme, répression féroce des dissidents et discours de haine à l'encontre des Arméniens du Karabakh et d'ailleurs, constituent l'essentiel de l'image du pays qui ne trouve grâce aux yeux de l'Occident que par ses ressources énergétiques et par la vitrine rutilante de sa capitale Bakou, symbole du « vivre ensemble » et d'une conciliation possible entre islam et modernité à l'occidentale. De plus, la guerre de l'automne 2020 qui a vu affluer des milliers de mercenaires djihadistes syriens aux côtés des troupes azéris, a sévèrement entaché l'image de l'Azerbaïdjan auprès des opinions publiques.

trois millions de dollars sortaient alors chaque jour du pays pour être transférés dans quatre sociétés britanniques *off-shore*. Cet argent a ensuite été dépensé dans

<sup>1</sup> <https://www.le-caucase.com/2015/05/28/lazerbaïdjan-souhaite-utiliser-son-arsenal-spatial-pour-assurer-sa-defense/>

<sup>2</sup> Cf. IOL n° 788, n° 817, et n° 849.

<sup>3</sup> LLA du 09/05/19.

<sup>4</sup> <https://www.theguardian.com/.../everything-you-need-to...> <http://radarmedia.info/index.php/analyses/5-analyse1>

divers pays – notamment l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Iran et le Kazakhstan – pour acheter l'influence de personnalités du monde politique et des médias.

Grâce à ces moyens financiers conséquents déployés au service de sa politique d'influence, véritable « diplomatie du caviar », l'ambassade d'Azerbaïdjan est parvenue à recruter plusieurs cabinets de conseils en relations publiques pour redorer le blason de son pays. Depuis quelques années, ils organisent régulièrement des voyages de presse pour sensibiliser des journalistes français souvent peu au fait de la complexité caucasienne.

Le lobby azéri en France a également réussi à nouer des relations étroites avec un certain nombre d'élus de la classe politique française. Dans son livre d'enquête<sup>1</sup>, le journaliste Clément Fayol explique qu'aux yeux de l'ambassade d'Azerbaïdjan, l'Assemblée nationale est un vivier de leviers d'influence : « Non pour obtenir des textes de loi allant dans le sens d'un intérêt économique ou politique du pays, mais afin d'avoir des relais ». D'où les moyens qu'elle est prête à déboursier auprès des cabinets de lobbying parisiens.

Pour remédier à son image déplorable, l'ambassade d'Azerbaïdjan peut aussi compter sur trois vitrines de promotion du régime d'Aliyev : le Centre culturel d'Azerbaïdjan à Paris, le forum France/Azerbaïdjan et l'Association des Amis de l'Azerbaïdjan (AAA) dont les locaux sont situés à deux pas du palais de l'Élysée<sup>2</sup> et qui est financée pour l'essentiel par la puissante Fondation Heydar Aliyev.

L'AAA est dirigée par l'ex député de l'Oise LR, Jean François Mancel<sup>3</sup>, pour qui « il y a plus de femmes voilées à Beauvais que dans les rues de Bakou » et le terme de dictature était

« d'une outrance absolue »<sup>4</sup> et par Mirvari Fataliyeva, qui était précédemment chargée des relations publiques à la Chambre de commerce France/Azerbaïdjan. On retrouve au sein du conseil d'administration de l'AAA des élus français obligés de Bakou tels l'ex-garde des sceaux Rachida Dati, la sénatrice de l'Orne Nathalie Goulet – toutes deux thuriféraires de l'Azerbaïdjan, « modèle de tolérance et du vivre-ensemble » ; le sénateur du Haut-Rhin et ancien ministre Jean Marie Bockel ; et Thierry Mariani, familier de l'Azerbaïdjan, pays où il développe une activité d'apporteur d'affaires. L'essayiste Pierre Conesa serait également en lien avec cette association, même si contrairement à ce qui se dit à son sujet, son nom ne figure pas dans la liste des membres du bureau de l'AAA<sup>5</sup>.

Les éléments de langage que relaient les « clients » de ces structures sont à peu près identiques : « L'Azerbaïdjan est un havre de tolérance et de modernité laïque dans un pays coincé entre l'Iran et la Russie despotiques ». « Les manquements aux droits de l'homme sont propres aux jeunes démocraties ». « Ce pays a été amputé de près de 20% de son territoire et lesté d'un fardeau d'un million de réfugiés à cause des Arméniens ». « L'Azerbaïdjan est l'éternel agressé et a le droit international avec lui pour reconquérir sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire internationalement reconnu ». Etc.

À noter que l'Association des Amis de l'Azerbaïdjan a fait l'objet d'un reportage d'Élise Lucet dans *Cash Investigations* dès 2015<sup>6</sup>. Le documentaire ayant fortement déplu à Bakou, l'ambassade a intenté un procès contre les deux journalistes de l'émission de *France 2* en 2017, qu'elle a perdu une première fois, puis en appel en 2018<sup>7</sup>.

## ■ Des actions tous azimuts

En 2017, au prix de moult difficultés, l'ancien député UDI de la Loire et président du groupe d'amitié France-Arménie, François Rochebloine parvient à obtenir une mission d'information sur les relations franco azerbaïdjanaise au grand dam de J.-F. Mancel<sup>8</sup>. Outre les renseignements sur

l'inquiétante situation des droits de l'homme dans ce pays, on y apprend que les champs d'intervention des stratèges azéris en France reposent sur trois axes principaux : le sport, le patrimoine et la culture.

<sup>1</sup> Clément Fayol, *Ces Français au service de l'étranger, affairisme, mélange des genres ou naïveté : quand notre élite oublie la France*, Paris, Plon, 2020, p. 13.

<sup>2</sup> Sa présidente Mehriban Aliyeva est aussi le second personnage de l'État azerbaïdjanais et ambassadrice de bonne volonté auprès de l'UNESCO.

<sup>3</sup> Condamné en 2000 par le tribunal correctionnel de Beauvais, relaxé en 2001 par la cour d'appel d'Amiens (dont l'arrêt a été annulé depuis par la Cour de cassation), Jean-François Mancel a comparu pour « prise illégale d'intérêts » en février 2005. Il sera condamné en avril de la même année à 18 mois de prison avec sursis et 30 000 euros d'amende ([https://www.libération.fr/societe/2005/02/26/la-justice-rappelle-jean-francois-mancel\\_510977](https://www.libération.fr/societe/2005/02/26/la-justice-rappelle-jean-francois-mancel_510977)).

<sup>4</sup> « Soutien à l'Azerbaïdjan : l'ex-député de l'Oise Jean-François Mancel persiste et signe », *Le Parisien*, 7 novembre 2017

<sup>5</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre\\_Conesa](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Conesa). Relayant l'argumentaire juridique (respect de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan contre « l'agresseur arménien ») Pierre Conesa a, à maintes reprises, dénoncé la « stratégie victimaire » du « lobbying arménien » en diaspora ([https://www.opinion-internationale.com/2020/10/02/separatisme-ou-separatismes-la-tribune-de-pierre-conesa\\_79507.html](https://www.opinion-internationale.com/2020/10/02/separatisme-ou-separatismes-la-tribune-de-pierre-conesa_79507.html)).

<sup>6</sup> [https://www.lexpress.fr/actualite/politique/des-elus-francais-tres-zeles-avec-les-pays-autoritaires\\_1878988.html](https://www.lexpress.fr/actualite/politique/des-elus-francais-tres-zeles-avec-les-pays-autoritaires_1878988.html)

<sup>7</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2017/11/07/l-azerbaïdjan-perd-son-proces-face-a-deux-journalistes-de-cash-investigation\\_5211496\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2017/11/07/l-azerbaïdjan-perd-son-proces-face-a-deux-journalistes-de-cash-investigation_5211496_3210.html)

<sup>8</sup> <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i4511-tl.asp>

En 2013, Hafiz Mammadov, un riche entrepreneur azéri ayant fait fortune dans l'exploitation d'hydrocarbures, a racheté le club FC Lens pour 20 millions d'euros, avant de connaître d'importantes difficultés financières. L'Azerbaïdjan a également financé les premiers Jeux européens organisés en 2015 à Bakou ; un Grand Prix de Formule 1 en 2016 ; ou encore l'Euro 2016 de football, disputé en France.

Dans le domaine du patrimoine, les très officiels mécènes azéris ont financé à grands frais la restauration de trois vitraux du bas-côté sud de la cathédrale de Strasbourg, de la statuette du parc du château de Versailles, ou la rénovation des tapis du département des arts de l'Islam du Louvre en 2012. Et le département de l'Orne – dont la sénatrice n'est autre que Nathalie Goulet – a reçu une généreuse subvention de la part de Bakou. En trois ans, une trentaine d'églises médiévales ont eu droit à un lifting salutaire, pour un coût total oscillant, selon les sources, entre 150 000 et 300 000 euros.

En matière d'événements culturels, Bakou a financé l'Eurovision 2012 et au cours de l'été 2015, le lobby azéri a organisé un « Village de l'Azerbaïdjan » place du Palais Royal à Paris. Depuis 2015, la ville de Cognac est jumelée avec la ville azerbaïdjanaise de Tovuz<sup>1</sup>. Le partenariat entre ces deux villes s'inscrit dans une politique de coopération économique importante et n'a rien d'anodin. En effet,

Michel Gourinchas, l'ancien maire de Cognac, avait noué de précieux contacts avec l'Azerbaïdjan. C'est du reste la ville de Tovuz qui a rénové l'orangerie des jardins de l'hôtel de ville de Cognac pour 150 000 euros<sup>2</sup>. En Azerbaïdjan, où l'on produit beaucoup de brandy, le maire a œuvré pour la reconnaissance officielle de l'appellation "cognac". Il convient d'évoquer également le rachat des chais J.-G. Monnet à Cognac par le riche industriel azéri Javad Marandi<sup>3</sup> qui s'était engagé à transformer ces caves en hôtel de luxe. Les jumelages de Bordeaux avec Bakou et de Chablis avec Göygöl participent également à une politique visant à contrer les chartes d'amitié unissant des communes françaises avec des communes du Haut-Karabagh. Vivement dénoncées par l'ambassade azerbaïdjanaise, ces chartes ont été frappées du sceau de l'illégalité par une circulaire du ministère de l'Intérieur en 2019.

Enfin, en quête de symboles, les officines azéries ont entamé il y a quelques années une opération de charme auprès du village martyr d'Oradour sur Glane via la participation au financement de plusieurs projets dans cette commune victime de la barbarie nazie. En cette occasion la diplomatie azérie a tenté d'établir un parallèle entre occupation nazie et occupation arménienne des territoires azerbaïdjanais, tout en se félicitant des relations amicales nouées avec les autorités municipales<sup>4</sup>.

### ▪ Un lobbying qui peine à structurer des relais d'influence fiables

L'AAA est une vitrine, certes attrayante, mais pas toujours efficace, comme en témoignent les fortes dissensions internes parmi les membres de ce groupe d'élus, vraisemblablement dans des logiques de concurrence et de rivalité pour s'arracher les faveurs du pouvoir azéri. Ainsi, Nathalie Goulet, familière du régime wahhabite saoudien mais aussi des Assad en Syrie ou de Poutine a une attitude plus nuancée sur la question arménienne que Jean-François Mancel.

Déçu du manque de dynamisme de l'AAA, l'ambassade azérie privilégierait l'association Dialogue France-Azerbaïdjan, qui dispose d'importants moyens pour cibler plus particulièrement les députés LREM. Selon La *Lettre A* du 5 octobre 2020, cette organisation s'efforce depuis plusieurs années de présenter le régime comme un pays musulman libéral, moderne et tourné vers l'Europe. Cette association était notamment en première ligne pour l'organisation d'un colloque sur l'égalité hommes-femmes organisé à

l'Assemblée nationale en 2019, l'ambassadeur Rahman Mustafayev, souhaitant mettre en valeur son pays sous l'angle de la condition féminine.

Toujours selon La *Lettre A*, l'ambassade azérie aurait été prise de court par la victoire d'Emmanuel Macron et la fin du mandat de député de J.-F. Mancel en 2017. Pour pallier l'absence de relais d'influence au sein de ce nouveau parti, elle a mandaté le cabinet Victory – fondé par Siham Arbib, une ex-conseillère de Dominique de Villepin – pour recruter des soutiens parmi les nouveaux députés LREM, activant la fameuse « diplomatie du caviar ». Cette action a permis de repérer le profil de Pierre-Alain Raphan, député de la 10<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne, qui a été propulsé président du groupe d'amitié France/Azerbaïdjan<sup>5</sup>, alors que de son propre aveu il ignorait encore l'existence de ce pays quelques semaines auparavant. Le député a signé un accord avec le gouvernement azéri à hauteur de 2,8 millions d'euros par an pour le financement d'une association créée de toute pièce,

<sup>1</sup> <https://www.sudouest.fr/2015/04/10/la-ville-de-cognac-est-desormais-jumellee-avec-tovuz-en-azerbaïdjan-1887708-882.php>

<sup>2</sup> [https://www.francetvinfo.fr/monde/asie/investir-en-france-un-bon-calcul-pour-des-hommes-d-affaires-venus-d-azerbaïdjan\\_3063511.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/asie/investir-en-france-un-bon-calcul-pour-des-hommes-d-affaires-venus-d-azerbaïdjan_3063511.html)

<sup>3</sup> « Chais Monnet à Cognac : feu vert aux Azerbaïdjanais », Charente Libre.fr, 05/04/2015

<sup>4</sup> [https://www.lepopulaire.fr/saint-junien-87200/actualites/une-delegation-en-visite-en-azerbaïdjan\\_11209761/](https://www.lepopulaire.fr/saint-junien-87200/actualites/une-delegation-en-visite-en-azerbaïdjan_11209761/) 2020, p.13.

<sup>5</sup> <https://www.marianne.net/politique/depute-lrem-court-apres-millions-azerbaïdjan>

l'Alliance franco-azerbaïdjanaise, dont il est le directeur<sup>1</sup>. Toutefois, la *Lettre A* s'est faite l'écho des remontrances de l'ambassadeur d'Azerbaïdjan en France, Rahman Mustafayef, se plaignant de l'inaction de Pierre-Alain Raphan lors du conflit de l'automne 2020 contre l'Arménie.

À noter que lors du court affrontement militaire de juillet 2020 opposant les armées arménienne et azerbaïdjanaise, l'ambassade d'Azerbaïdjan avait pu mobiliser quelques parlementaires pour adresser une lettre à Emmanuel Macron, mais aucun d'entre eux n'appartenait à la majorité<sup>2</sup>.



<sup>1</sup> Ibid.

<sup>2</sup> Jean-Pierre Door (*Les Républicains*), vice-président du groupe France-Azerbaïdjan au Palais Bourbon, et Alain Houpert (LR), tête de pont du groupe d'amitié au Sénat, tous proches de l'Association des amis de l'Azerbaïdjan (AAA).

## 5. UNE INTENSE GUERRE DE L'INFORMATION

Pendant le conflit, l'ancien ambassadeur d'Azerbaïdjan en France, Elchin Amirbayov n'a pas ménagé ses efforts pour présenter le point de vue de son pays mais n'a pu accéder qu'à des médias périphériques ou communautaires (*Radio Shalom, Beur FM, Radio Courtoisie*)<sup>1</sup>. De même, Mirvari Fataliyeva, membre de la direction de l'AAA, a également joué un rôle actif dans la guerre médiatique que Bakou a livré auprès des médias français pour contrer leur point de vue considéré comme trop favorable aux Arméniens<sup>2</sup>.

Entre une partie de la droite française qui a vu dans le conflit du Karabagh une tentative d'anéantissement des Arméniens « chrétiens d'Orient » et ceux qui ont clamé la légitimité de l'agresseur fort du droit international, la couverture du conflit du Haut-Karabagh a montré à quel point, garder une

posture de neutralité relevait de la gageure. Mais hormis quelques exceptions<sup>3</sup>, les médias français ont eu à cœur de préserver une relative impartialité dans le traitement du conflit du Haut-Karabagh, malgré les immenses difficultés rencontrées par les journalistes pour avoir accès au territoire des deux belligérants au cours des premières semaines qui ont suivi le déclenchement de l'offensive.

Toutefois, en dépit de la fin des hostilités militaires et de la victoire de Bakou, la guerre de l'information orchestrée par le camp turco-azéri se poursuit.

### NEUTRALISER L'INFLUENCE DES COMMUNAUTÉS ARMÉNIENNES EN OCCIDENT

Si l'Azerbaïdjan est parvenu à renverser le rapport de force militaire en sa faveur, il le doit essentiellement aux acquisitions d'armements modernes rendues possibles grâce aux ressources de sa rente pétrolière et gazière, à ses partenariats stratégiques avec Israël, la Turquie et le Pakistan, ainsi qu'à de très étroites relations avec le Royaume-Uni. Pour sa part, l'Arménie ne peut que compter sur le soutien d'une diaspora présente aux quatre coins du monde avec trois grands pôles démographiques : Amérique du Nord, Europe occidentale et ancien espace soviétique. Aux États-Unis, le lobby arménien est le second lobby ethnique après l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee). En France, la communauté arménienne, rescapée en grande partie du génocide de 1915, a amorcé son combat politique à partir du milieu des années 1960 afin de lutter pour la reconnaissance du génocide, contre sa négation et d'assurer la sécurité de l'Arménie et du Haut-Karabagh face au péril panturquiste.

Outre les nombreuses tentatives d'intimidation dont la communauté arménienne de France a fait l'objet de la

part des nationalistes turcs depuis le début du conflit pour la reconquête du Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan, via ses ambassades et ses sous-traitants, multiplie les actions visant à neutraliser l'influence des communautés arméniennes dans les pays occidentaux. Conscients de l'influence de la diaspora arménienne en France, les officines de Bakou ont à cœur de contrer systématiquement chaque action entreprise par elle ou en sa faveur, notamment celles qui peuvent contribuer à reconnaître l'indépendance de la République de l'Artsakh et la signature de chartes d'amitié.

Le conflit étant entré dans une nouvelle phase, il y a tout lieu de penser que les lobbyistes azerbaïdjanais vont poursuivre, aux États-Unis et en France, un travail visant à « neutraliser » l'influence d'élus, de hauts fonctionnaires, de décideurs, de journalistes ou de personnalités médiatiques d'origine arménienne.

L'enquête du site *Armenianweekly.com* publiée en octobre 2020<sup>4</sup> a mis à jour la nouvelle stratégie de l'Azerbaïdjan dans le cadre du conflit du Haut-Karabagh, centrée sur

<sup>1</sup> <https://www.radiocourtoisie.fr/2017/03/21/libre-journal-de-la-vie-francaise-du-21-mars-2017-les-relations-diplomatiques-entre-lazerbaïdjan-et-la-france-de-retour-de-russie-une-passion-un-metier-un-homme/>

<sup>2</sup> <https://www.atlantico.fr/decryptage/3594536/le-conflit-du-haut-karabakh-ou-la-faillite-de-l-humanisme-francais-france-armenie-azerbaïdjan-conflit-defense-guerre-neutralite-mirvari-fataliyeva->

<sup>3</sup> « Comme le mensuel Causeur, ou le site laminute.info.

<sup>4</sup> *What's Behind All the Pro-Azerbaijan Articles?*, armenianweekly.com.

les médias et les journalistes américains. À travers une série d'intermédiaires et d'agences de communication, les lobbyistes leur ont fait passer divers récits circonstanciés : « *L'Azerbaïdjan est un allié de qualité pour l'Occident* » ; « *les Arméniens sont intolérants et antisémites* » ; « *L'Azerbaïdjan respecte les religions* », etc. Les rédactions ont reçu de nombreuses « fiches d'information » et histoires « clés en mains » susceptibles de créer de l'audience, transmises ou appuyées par des personnalités américaines elles-mêmes dans l'orbite de Bakou.

Rappelons que dans son rapport de 2020, l'ONG américaine Freedom House, qui étudie la démocratie dans le monde,

a désigné l'Azerbaïdjan comme un « régime autoritaire consolidé » avec un score de 10 sur 100, observant que « *les garanties constitutionnelles pour la liberté de la presse sont et systématiquement violées, alors que le gouvernement s'efforce de maintenir une emprise étroite sur le paysage de l'information. La diffamation demeure une infraction pénale. De nombreux journalistes azéris et leurs proches sont victimes de harcèlement, de violence et d'intimidation de la part des autorités. Nombre d'entre eux ont été détenus ou emprisonnés sans fondement, tandis que d'autres sont passibles d'interdictions de voyager* ».

## FAIRE DISPARAÎTRE LES TRACES DE LA CULTURE ARMÉNIENNE AU HAUT-KARABAKH

Depuis la reprise de contrôle des territoire entourant/ du Haut-Karabakh par les forces azéris, les Arméniens s'inquiètent du sort de leurs stèles, églises et monastère, bijoux du patrimoine arménien multimillénaire. Ainsi, la guerre s'est déplacée sur le terrain de la culture et du patrimoine.

Les Azéris revendiquent une filiation imaginaire avec l'antique royaume chrétien de l'Albanie du Caucase dont

ces églises seraient issues. Ce discours révisionniste a pour but d'effacer toute trace de la présence arménienne au Karabagh<sup>1</sup>. Chaque site ne pouvant être « identifié » comme albanais est systématiquement détruit comme cela été le cas du cimetière arménien médiéval de Djoulfa, au Nakhitchevan, entre 1998 et 2005<sup>2</sup>.

## INFLÉCHIR LA POSITION FRANÇAISE

Dans un laconique appel sobrement intitulé « Maintenant ou jamais », daté du 1er octobre 2020 et abondamment relayé par les médias azéris, le président de l'Association des Amis de l'Azerbaïdjan, Jean-François Mancel a dénoncé « *l'occupation illégale par l'Arménie de 20% du territoire de l'Azerbaïdjan et sa nécessaire libération avant d'adopter et de mettre en œuvre les mesures nécessaires et indispensables à un vivre-ensemble. Encore faudra-t-il que la Russie ne fasse plus de l'Arménie un moyen de pression contre l'Azerbaïdjan et que la France fasse abstraction de la communauté arménienne ! Si ces obstacles sont surmontés la paix pourra enfin s'installer. Emmanuel Macron et Vladimir Poutine viennent de faire un premier pas. Nous le saluons enfin comme celui de l'espérance. Mais qu'ils n'oublient pas que c'est maintenant ou jamais* ».

L'AAA a appelé le 15 octobre 2020 à « rechercher une paix juste et durable » dans le conflit du Haut-Karabagh ; « *exigeant le retrait total et inconditionnel des troupes arméniennes*

*des territoires occupés en Azerbaïdjan. La France, puissance mondiale, doit agir en respectant sa parole, pour être en mesure d'être respectée. (...) À l'heure où nous prenons conscience des graves dérives engendrées par les « séparatismes » au sein de notre République, comment pourrions-nous cautionner ces mêmes séparatistes dans d'autres nations amies ?* ». N'ayant pu avoir accès à un journal français, les relais d'influence de Bakou ont publié leur tribune via *Anadolu*, l'agence de presse officielle turque<sup>3</sup>. Qui en sont les signataires ? Si les noms de Rachida Dati et Nathalie Goulet, connues pour leurs prises de positions pro azerbaïdjanaise n'y figurent pas<sup>4</sup>. En revanche apparaissent les noms suivants : Jean-Pierre Allali, écrivain, vice-président de l'Association des Amis de l'Azerbaïdjan ; Guy Bricout, député du Nord ; Gérard Cardonne, écrivain, journaliste ; Jean Pierre Door ; député du Loiret ; Jean-Louis Gouraud, écrivain ; Michel Gourinchas, maire honoraire de la ville de Cognac ; Alain Houpert, sénateur de la Côte d'Or, président du groupe d'Amitié France/Caucase ; Jérôme

<sup>1</sup> Antoine Pecqueur, « Haut-Karabagh, les armes se sont tues, une guerre culturelle commence », Mediapart, 13/12/2020

<sup>2</sup> <https://www.afrique-asie.fr/karabagh-le-patrimoine-est-en-danger/>

<sup>3</sup> <https://www.aa.com.tr/fr/monde/des-%C3%A9lus-et-membres-de-la-soci%C3%A9t%C3%A9-civile-appellent-la-france-%C3%A0-ne-pas-cautionner-le-%C3%A9paratisme-arm%C3%A9nien-/2007943>

<sup>4</sup> Les deux femmes ont adopté un profil bas durant les quarante-trois jours du conflit.

Lambert, député de la Charente ; Jean-François Mancel, membre honoraire du Parlement, président de l'Association des Amis de l'Azerbaïdjan ; Jean-Perrin, ambassadeur honoraire de France en Azerbaïdjan ; Jean-Luc Reitzer, député du Haut-Rhin ; Danielle Rousseau, présidente de l'association Carrefours des Sages ; Hedva Ser, ambassadrice de la diplomatie culturelle auprès de l'UNESCO, vice-présidente de l'Association des Amis de l'Azerbaïdjan ; Jacques Soppelsa, président honoraire de Paris 1 Panthéon-Sorbonne<sup>1</sup>, président de l'Académie internationale de géopolitique ; Jean-Marie Tetart, maire de la ville d'Houdan ; Alain Vasselle, sénateur honoraire ; et André Villiers, député de l'Yonne.

Dans cette liste, deux profils sont particulièrement intéressants.

- Membre du bureau exécutif du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), fervent défenseur de l'Azerbaïdjan où il se rend régulièrement, Jean-Pierre Allali est un ancien universitaire et journaliste, auteur d'une trentaine d'ouvrages dont une quinzaine porte sur les Juifs de Tunisie. Il a été notamment le conseiller scientifique du film documentaire *Shalom, Bakou* de Murielle Lévy. On citera particulièrement son article paru en 2017 dans L'Arche sous le titre suggestif « Heureux comme un juif azerbaïdjanais<sup>2</sup> ». Il est probable que son engagement militant explique en partie le peu d'empressement que le CRIF a témoigné à soutenir les Arméniens, malgré les contacts étroits qui se sont noués au fil des dernières années avec le Conseil de coordination des associations arméniennes de France (CCAF).

- Jérôme Lambert, est un élu de la Charente rattaché au parti socialiste et le petit-neveu de l'ancien président François Mitterrand. Ayant noué d'étroites relations avec l'ambassade d'Azerbaïdjan lors de la guerre de l'automne 2020, il a pris une part active dans les médias en débattant avec des responsables de la communauté arménienne de France. Chacune de ses interventions en faveur des thèses turco-azéries sur le lobby arménien et la « dérive nationaliste arménienne » ont été systématiquement reprises dans des médias azéris et turcs<sup>3</sup>. L'élu ainsi participé à la diffusion des faits favorables à la vision de Bakou, laquelle s'attache à relativiser l'ampleur des crimes de guerre commis par les forces turco-azéries et leurs supplétifs djihadistes au Haut-Karabagh.

À noter également l'attitude de l'ancien ambassadeur de France en Israël, aux États-Unis et auprès des Nations Unies, Gérard Araud. Chroniqueur au *Point* et à *France Inter*, il a posté, tout au long de la dernière guerre du Haut-Karabagh, de nombreux tweets favorables aux thèses azerbaïdjanaises, salués par des militants azéris et des « influenceurs » comme Didier Billon, vice-président de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) et membre de l'Institut du Bosphore<sup>4</sup>. Dans un *tweet* daté du 12 novembre, l'ancien diplomate français déclarait avoir « toujours éprouvé de la sympathie pour l'Arménie, mais, en tant que diplomate, depuis des années, nous l'avertissions que le statu quo était intenable, que l'Azerbaïdjan se renforçait et qu'il fallait transiger »<sup>5</sup>.

## IMPOSER UNE VISION ORIENTÉE DES FAITS

Lors de la guerre du récent conflit, l'Azerbaïdjanais a mené un intense guerre de l'information contre son adversaire. Bakou, les officines à sa solde et son allié turc ont pratiqué une inversion accusatoire systématique afin de modifier la perception des faits par les opinions publiques occidentales.

Ainsi, dès les premiers jours de la guerre du Haut-Karabagh, l'ambassade d'Azerbaïdjan en France s'est émue du départ vers le théâtre d'opérations de combattants français d'origine arménienne qu'elle n'a pas hésité à qualifier de « mercenaires », lançant une procédure en justice.

À dire vrai, si des Français d'origine arménienne sont partis rejoindre leurs compatriotes sur le front, ils n'ont été qu'une poignée de volontaires et se sont rendus au Haut-Karabakh de leur propre initiative et à leurs frais. Cette situation n'a rien de comparable avec l'emploi par Bakou d'au moins un millier de djihadistes recrutés dans le nord de la Syrie par la société militaire privée turque SADAT<sup>6</sup> pour aller combattre aux côtés des Azéris ; fait sans précédent dans l'histoire du mercenariat au XXI<sup>e</sup> siècle, compte tenu que l'Azerbaïdjan n'est pas un État failli.

<sup>1</sup> Sous la présidence de Jacques Soppelsa, l'université de Paris 1 a été le centre académique à la pointe du combat contre la loi réprimant le génocide des Arméniens, en 2011-2012.

<sup>2</sup> <https://www.afrique-asie.fr/israel-azerbaïdjan-laxe-du-mal/> consulté le 15/12/2020

<sup>3</sup> <https://www.trt.net.tr/francais/europe/2020/11/07/france-quand-le-separatisme-armenien-a-le-vent-en-poupe-1523732>

<sup>4</sup> <https://twitter.com/DidierBillion/status/1333054934355484672>; voir aussi <https://twitter.com/gerardaraud/status/1310299097044262917>

<sup>5</sup> <https://www.aa.com.tr/fr/monde/la-presse-europ%C3%A9enne-titre-la-victoire-azerba%C3%AFdjanaise-au-haut-karabakh-mais-aussi-turque-et-russe/2040809>. Sur le même sujet voir aussi la critique de Gérard Araud après le vote du Sénat demandant à la France de reconnaître l'Artsakh : <https://www.dailysabah.com/politics/diplomacy/former-french-ambassador-slams-senators-nagorno-karabakh-remarks>.

<sup>6</sup> Eric Denécé, « Le conflit Arménie/Azerbaïdjan au Haut-Karabakh relancé par la Turquie », éditorial n° 55, octobre 2020 (<https://cf2r.org/editorial/le-conflit-armenie-azerbaïdjan-au-haut-karabakh-relance-par-la-turquie/>)

Bakou a également développé une rhétorique fondée sur le droit international, faisant référence aux résolutions onusiennes de 1993 concernant de le respect de l'intégrité territoriale. Si cet argument est juste, les Azerbaïdjanais se sont bien gardés d'en évoquer un autre, tout aussi valide juridiquement, celui du droit des peuples à l'autodétermination et à la sécession-remède en cas de menace pour la sécurité des populations civiles. Cette manœuvre a permis de justifier l'agression contre le Haut-Karabakh et de relativiser l'impact et la gravité des crimes de guerre contre les populations civiles commises par les forces turco-azéries (bombes à sous-munitions et au phosphore interdites, drones kamikazes, ciblage délibéré des populations civiles, etc.) et de présenter ce conflit comme une énième « guerre balkanique » opposant deux nationalismes irrédentistes à armes égales.

## LE SOUTIEN DES RÉSEAUX TURCS ET MUSULMANS

Le récent conflit a également montré comment les Azéris de France ont pu compter sur les milieux de la droite nationaliste turque. La totale convergence de vues entre les nationalistes turcs et azerbaïdjanais est cimentée par le mantra que les dirigeants des deux pays entonnent à l'envi : « deux États, une seule nation ». Cette convergence s'est consolidée autour du panturquisme et d'intérêts géostratégiques et culturels communs.

Si les réseaux turcs et azéris poursuivent des agendas différents, ils se retrouvent dans une commune volonté de neutraliser les revendications arméniennes. Les militants turcs ont mis leurs plateformes (*Turquie News*, *Media Turk Info*, etc.) à disposition des Azéris afin de contrer un point de vue, qualifié de « pro arménien ». Le site *caucasefrance.com* permet de percevoir la nouvelle stratégie des communicants pro-azéris mise en œuvre. Apparue sur la toile lors de la guerre du Haut-Karabagh, ce site qui se veut impartial et neutre, rend compte des nouvelles des trois pays du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) en reproduisant quotidiennement des articles de la presse française. Dénué de toute production et analyse propres, il diffuse des contenus présentant divers points de vue. Mais, un rapide coup d'œil sur la nature des premiers posts du site, ainsi que sur le petit encart judicieusement placé en bas à droite de la page d'accueil – consacré aux attentats terroristes de l'ASALA dans les années 1970-1980 – en dit long sur sa ligne éditoriale.

Notons également le site *le-Caucase.com* animé par une équipe de rédacteurs « principalement constituée de journalistes passionnés par la vie politique, économique, sociale

Pour les défenseurs de la cause arménienne les plus engagés, comme les philosophes Bernard-Henri Lévy et Michel Onfray – lequel s'est rendu au Haut-Karabagh après le cessez – ou Jean Christophe Buisson (rédacteur en chef du *Figaro Magazine*) et l'écrivain Sylvain Tesson – auteur d'un reportage paru dans *Le Figaro Magazine* –, ce conflit est au contraire l'illustration parfaite du choc des civilisations et de la volonté d'un État musulman de faire disparaître une enclave chrétienne.

*et culturelle des différents pays que compte le Caucase* » qui « fait en sorte de rendre compte quotidiennement de ce qu'il se passe d'important en Azerbaïdjan, en Géorgie ou encore au Kazakhstan tout en continuant de garder un œil sur l'actualité internationale ». Ce site tournait au ralenti depuis 2018 et a subitement repris son activité en octobre 2020, alors que la guerre faisait rage au Haut-Karabagh.

Mais les propagandistes azéris de France ne se cantonnent pas aux seuls réseaux nationalistes turcs pour faire entendre leur voix et défendre une représentation victimaire de leur récit dans le cadre de la crispation identitaire de la société française. Ils peuvent compter sur le site *musulmansenfrance.fr*, une plateforme bilingue franco-arabe à la ligne éditoriale proche de celle que prônent les relais d'influence pro-Qatar dans les banlieues françaises. Jean-Michel Brun, son directeur de rédaction, se présente comme « conseil en communication, réalisateur, coach et concepteur d'événements ». Sensible à la stigmatisation dont souffre une partie des citoyens français de confession musulmane, il anime ce site dans le but de porter « la voix des sans-voix » et de défendre le dialogue interreligieux islamo-judéo-chrétien. Depuis le début de la guerre du Haut-Karabagh, le nombre d'articles en faveur de l'Azerbaïdjan – dont un communiqué rédigé par l'ambassadeur azerbaïdjanais<sup>1</sup> – paru sur ce site s'est accru au point de monopoliser la rubrique internationale, alors que sa vocation première se situe aux antipodes du différend qui oppose Arméniens et Azéris.

Ainsi, le point de vue azéri de la question du Haut-Karabagh s'est invité dans le débat sur l'islamophobie, le communautarisme et le séparatisme. Tandis que les

<sup>1</sup> <https://musulmansenfrance.fr/azerbaïdjan-conflit-du-haut-karabagh-et-si-on-remettait-les-choses-a-lendroit/>

Arméniens sont perçus comme des « chrétiens d'Orient », les Azéris investissent le champ de l'islamophobie se présentant comme victimes du lobby arménien qui déformerait la réalité historique et le droit inaliénable des Azéris à reconquérir le Haut-Karabagh. « *L'Azerbaïdjan serait-il un dommage collatéral de l'islamophobie française ?* », suggère explicitement l'intitulé d'un article à charge contre la couverture médiatique du conflit du Haut-Karabagh<sup>1</sup>. Tel est le message que l'ambassade d'Azerbaïdjan a voulu faire passer dans une tentative de gagner les cœurs d'un lectorat français issus de l'immigration maghrébine.

---

<sup>1</sup> <https://musulmansenfrance.fr/azerbaïdjan-dommage-collateral-de-lislamophobie-francaise/>

# CONCLUSION : UNE STRATÉGIE COURONNÉE DE SUCCÈS ?

La diaspora turque est implantée depuis plus d'un demi-siècle dans notre pays, principalement en régions Île-de-France, Rhône-Alpes et Grand Est. Elle est marquée par sa forte diversité politique, de l'extrême-gauche jusqu'à la droite ultra-nationaliste, ainsi que par des rapports contrastés avec son pays d'origine, tant sur le plan religieux qu'éthnique. Toutefois, la forte endogamie qui la caractérise éloigne la perspective de son assimilation réussie au sein de la nation française. De plus, force est de constater que depuis une dizaine d'années, les officines de l'État turc ont renforcé leur emprise sur les structures de la diaspora, afin d'accroître leur contrôle sur ses membres et de neutraliser toute voix dissonante ou s'écartant du discours officiel prôné par le régime d'Erdoğan.

Dans un contexte de raidissement des relations franco-turques et d'importation sur le territoire français du conflit du Haut-Karabakh – se traduisant par les actions violentes de groupuscules ultranationalistes dans des communes à forte proportion de Français d'origine arménienne, dans le but de créer un sentiment de peur et d'insécurité –, le communautarisme croissant de la communauté turque, incompatible avec les valeurs républicaines, représente désormais une menace pour la cohésion nationale. Le nationalisme turc en France joue sur la victimisation d'une communauté qui se plaint d'être ostracisée par l'islamophobie et le racisme anti-turc. Les partisans d'Erdoğan profitent du climat de crispation actuel pour avancer leurs pions. Ils peuvent compter sur les moyens conséquents mis à leur disposition par les officines d'Ankara.

Contrairement aux Turcs, l'Azerbaïdjan n'a pas à proprement parler de diaspora en France. Mais l'existence d'une communauté française d'origine arménienne bien intégrée, voire assimilée, et qui entretient la mémoire douloureuse du génocide de 1915 ravivée par la récente guerre du Haut-Karabagh, encourage les officines de l'État azerbaïdjanais à redoubler leur travail de sape pour réduire le capital de sympathie de l'opinion française en faveur de celle-ci. Le discours des Azéris s'adapte en fonction des situations. Tantôt l'Azerbaïdjan se targue d'être un havre de convivialité interreligieuse et un pont entre l'Orient et l'Occident, tantôt il se pose en victime collatérale de l'islamophobie française.

Par ailleurs, la « diplomatie du caviar » que mène l'Azerbaïdjan – en dispensant ses largesses à de nombreux journalistes et élus français – a incontestablement marqué de points dans la guerre de l'information actuelle entre les deux camps. Pire, en développant une rhétorique d'inversion accusatoire, les Azéris ont réussi à « relativiser » les dommages qu'ils ont causés pendant la guerre du Haut-Karabagh en termes de violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Il importe d'en avoir conscience et de rétablir la vérité.

Diasporas et lobbys turcs et azéris ont certes des agendas différents car ils obéissent à la logique et aux intérêts de leur pays d'origine. Mais ils ont aussi des intérêts et surtout des adversaires communs. Ainsi, les Azéris jouent la carte du panturquisme pour bénéficier du soutien des militants nationalistes turcs acquis à leur cause dans le cadre de leur guerre avec les Arméniens.

Il y a malheureusement fort à craindre que les récentes tentatives d'intimidation des Français d'origine arménienne observés à l'occasion de la guerre du Haut-Karabagh soient appelées à se renouveler. Nos compatriotes doivent comprendre qu'il ne s'agit pas seulement de la manifestation d'un différend entre deux communautés d'origine étrangère en France. Les objectifs du panturquisme sont bien plus larges. En promouvant le négationnisme et le communautarisme, le but du régime d'Erdoğan et de ses relais sur notre sol est de remettre en cause la vérité historique et les principes de vivre-ensemble qui fondent le pacte républicain afin d'imposer ses valeurs.

<b>AAA</b> .....	Association des Amis de l'Azerbaïdjan
<b>ACT</b> .....	Association de la culture turque
<b>Alliance populaire</b> .....	Coalition électorale au pouvoir en Turquie depuis 2018
<b>AKP</b> .....	<i>Adalet ve Kalkınma Partisi</i> : Parti de la justice et du développement, au pouvoir en Turquie depuis 2002
<b>AIFD</b> .....	Fédération de l'islam anatolien
<b>Artsakh</b> .....	Nom arménien du Haut-Karabakh
<b>ASALA</b> .....	Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie
<b>BBP</b> .....	<i>Büyük Birlik Partisi</i> : Parti de la grande unité ; formation d'extrême-droite
<b>CCAF</b> .....	Conseil de coordination des associations arméniennes de France
<b>CCMTF</b> .....	Comité de coordination des musulmans turcs de France
<b>CFAIT</b> .....	Conseil français des associations des immigrés de Turquie
<b>CFCM</b> .....	Conseil français du culte musulman
<b>CJGA</b> .....	Commandos des justiciers du génocide arménien
<b>CKMP</b> .....	<i>Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi</i> : Parti national républicain Il deviendra en 1969, le Parti de l'action nationaliste ( <i>Milliyetçi Hareket Partisi/MHP</i> )
<b>COJEP</b> .....	Conseil pour la justice, l'égalité et la paix
<b>CUP</b> .....	Comité Union et Progrès : Parti des Jeunes Turcs, qui a pris le pouvoir dans l'Empire ottoman par un coup d'État en 1908 et a commandité le génocide des Arméniens, des Assyro-Chaldéens et des Syriaques de l'Empire.
<b>DCRI</b> .....	Direction centrale du renseignement intérieur
<b>DITIB</b> .....	<i>Diyanet İşleri Türk İslam Birliği</i> : Union islamique turque des affaires religieuses
<b>Diyanet</b> .....	<i>Diyanet İşleri Başkanlığı</i> : ministère turc des affaires religieuses
<b>ELCO</b> .....	Enseignement des langues et cultures d'origine (France)
<b>FRA Dachnaksutiun</b> .....	Fédération révolutionnaire arménienne du parti socialiste arménien,
<b>FTF</b> .....	Fédération turque de France, affiliée au MHP
<b>Hizmet</b> .....	Mouvance engagée pour un « islam modéré » et le dialogue interculturel
<b>JITEM</b> .....	<i>Jandarma İstihbarat ve Terörle Mücadele</i> : service de renseignement et d'action antiterroriste de la gendarmerie turque dont l'existence n'est pas reconnue officiellement par Ankara.
<b>Loups gris</b> .....	Organisation armée ultranationaliste turque
<b>MHP</b> .....	<i>Milliyetçi Hareket Partisi</i> . Parti d'action nationaliste
<b>Millî Görüş</b> .....	Organisation islamiste turque européenne siégeant à Cologne
<b>MIT</b> .....	<i>Millî İstihbarat Teşkilatı</i> : « Organisation nationale du renseignement », Service de renseignement turc
<b>Müsiad</b> .....	Syndicat patronal, pro-régime
<b>ÖHD</b> .....	<i>Özel Harp Dairesi</i> : Direction des opérations spéciales
<b>OS</b> .....	Organisation spéciale
<b>PEJ</b> .....	Parti Égalité et Justice
<b>PKK</b> .....	<i>Partiya Karkerên Kurdistan</i> : Parti des travailleurs du Kurdistan
<b>RTE</b> .....	Recep Tayyip Erdoğan
<b>SADAT</b> .....	Société militaire privée turque
<b>SOCAR</b> .....	Compagnie azerbaïdjanaise de pétrole
<b>UETD</b> .....	Union des démocrates turcs européens



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

12-14 Rond-Point des Champs Elysées  
75008 Paris – FRANCE  
Courriel : [info@cf2r.org](mailto:info@cf2r.org)  
Tel. 33 (1) 53 53 15 30

[www.cf2r.org](http://www.cf2r.org)

